

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !



N°83 FÉVRIER-
MARS 2026

Fondée le 1^{er} mai 1968
Relancée en 2010

la Cause du peuple

causedupeuple.net

JOURNAL PROLÉTAIRE, ANTI-IMPÉRIALISTE ET RÉVOLUTIONNAIRE

LE GRAND RETOUR DES COMMUNISTES

*ET LEUR
INÉPUISABLE
JEUNESSE*

UTION, REJOINS
ÈS DE LA
COMMUNISTE !

LUTTE DES CLASSES EN FRANCE

**Le rôle de la jeunesse
communiste dans le
mouvement révolutionnaire**

P. 4

FEMMES EN LUTTE

**8 Mars : être féministe
à notre époque, c'est
être révolutionnaire**

P. 6

ACTUALITÉS NATIONALES

**La révolte paysanne, la
division entre ville et
campagne, et l'impérialisme**

P. 10

**EN UNE**

Manifestation du 11 novembre 2025 à Paris, contre les guerres impérialistes et pour la guerre de classe. Sur la banderole rouge, on peut lire « Pour la révolution, rejoins le Congrès de la Jeunesse Communiste ! ».

2026 : le grand retour des Communistes

Nous sommes dans des temps de catharsis où la vérité, ce qui est conforme au réel, apparaît sans fioriture. Dans ces moments historiques, les masques tombent et nous pouvons aller au fond des choses. Plus que jamais nous nous devons d'y aller.

En Amérique latine, l'impérialisme se montre tel qu'il est : finies les ONG, l'ONU et la coopération, finie la carotte; seul le bâton compte. L'ogre est insatiable, il a besoin des humains et de la terre pour survivre à sa propre décomposition. L'enlèvement du Président Maduro est le visage de la situation désastreuse dans lequel sont plongés tous les impérialistes, et en premier lieu la super puissance hégémonique : les USA. Elle doit sécuriser son arrière-cour, l'Amérique latine, monopoliser ses ressources et continuer à passer le collet autour du cou chinois. Un accord passager sera passé avec les Russes, qui sera une défaite poutinienne et actera la colonisation par la Russie à l'est et la se-

mi-colonisation de l'Ukraine par l'OTAN à l'ouest. La « coalition des volontaires », qui s'est réunie à Paris début janvier, a acté l'envoi de troupes en Ukraine. La France, comme puissance impérialiste, se réserve sa part du gâteau sur le dos de la nation ukrainienne. L'impérialisme français se met en position avec l'espoir de rafler la mise lors d'une hypothétique et périlleuse guerre pour dépecer la Russie.

Les Chinois, tout autant en crise, se démentent pour tenter de prendre la main face aux USA, mais le Grand Satan ne va pas leur laisser une once de marge de manœuvre. Partout où les Chinois iront, les USA seront là. Mais la Chine en crise n'a pas le choix, elle doit conquérir de nouveaux marchés pour tenter de conjurer ses bases internes instables. Tout cela pousse chaque jour plus le monde vers une troisième guerre mondiale de repartage colonial du globe, où le butin sera les nations dominées.

SOMMAIRE

- 4 Le rôle de la jeunesse communiste dans le mouvement révolutionnaire
- 6 8 Mars : être féministe à notre époque, c'est être révolutionnaire
- 8 Procès d'Alex et de Mahdiah : développons la solidarité contre la répression !
- 9 Timothée Esprit : cas d'école d'attaque contre un syndicaliste
- 10 La révolte paysanne, la division entre ville et campagne, et l'impérialisme
- 12 Lutttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés
- 14 Manifestation du 11 Novembre : contre la guerre impérialiste, guerre de classe !
- 16 Le Service Militaire Volontaire et la construction du consentement pour la guerre impérialiste
- 18 Enlèvement de Maduro et agression des USA : impérialistes hors d'Amérique latine !
- 21 Première victoire du CPES Vallès-La-Frette : seule la lutte paye !
- 22 À Limoges, les lycéens plus chauds que la répression

la Cause du peuple

est un journal prolétaire, anti-impérialiste et révolutionnaire.

Il est le travail de tous ses contributeurs et contributrices, pilotés par le Comité de rédaction du journal, joignable sur X et Instagram (@Cause_du_Peuple) et par mail : causedupeuple@protonmail.com

La Cause du Peuple est vendue à prix libre.

Mais, derrière le brouhaha de ce début 2026, 2025 aura été l'année d'une vague d'immenses révoltes dans le monde entier, où pas un continent n'a été épargné. Les masses du monde, conscientisées par des décennies d'agressions impérialistes, de destruction de leurs droits, de morts et de famines, se mettent en mouvement et actent le retour de l'actualité de la révolution prolétarienne. La glorieuse Palestine, la torche des peuples, a montré avec le légendaire Déluge d'Al-Aqsa qu'une organisation sérieuse, précise, minutieuse et un lien très fort avec les masses rendent n'importe quel mouvement populaire invincible. Le sionisme, comme création artificielle du Grand Satan, est en mort clinique : il sera l'un des premiers à s'effondrer quand arrivera le grand nettoyage de la guerre populaire mondiale. Dans ce printemps des peuples, sortant de la nuit impérialiste, les guerres populaires dans le monde montrent le chemin lumineux à suivre pour en finir avec l'impérialisme. Les situations complexes qu'affrontent celles-ci sont seulement l'expression du changement de période, le nouveau est toujours dur à enfanter. Les guerres populaires portent la grande révélation du Marxisme : le pouvoir est au bout du fusil. Le Congrès de fondation, en ce début d'année, de la section française de la Ligue Anti-Impérialiste (LAI) vient sonner chez nous l'ère d'un nouveau mouvement anti-impérialiste, afin de construire le front international face à l'impérialisme.

En France, l'année 2025 aura été un reflet de cette situation historique que le monde affronte. Nous vivons le crépuscule du Macromisme qui aura été une totale faillite, ratant la restructuration de l'économie et de l'État, attisant la lutte des classes comme jamais depuis des décennies. Son pathétique règne aura été marqué par un développement de la réactionnarisation et de la militarisation comme seule réponse à la crise multiforme de l'impérialisme français en décomposition. La phase d'instabilité politique ouverte avec la dissolution aura au moins forcé la grande bourgeoisie à montrer à la face du peuple son vrai visage de parasite égoïste et imposant sa volonté à l'État, confirmant comme jamais la théorie marxiste sur l'État développée par Lénine. Le caractère de classe de l'État bourgeois apparaît toujours plus au grand jour, détruisant le mythe de la puissance publique au-dessus de tout. La politique se fait bien à la corbeille. N'en déplaise au général de Gaulle, héros des réactionnaires, la solution ne peut se trouver dans une nou-

velle constitution, mais seulement dans la lutte pour la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. L'immonde grande bourgeoisie ne partagera rien, l'heure pour le prolétariat est à l'expropriation des expropriateurs. L'élection présidentielle de 2027 ouvrira un nouveau bond dans la lutte des classes pour forger une classe ouvrière combattante prête à assumer la reconstitution du Parti Communiste. Le boycott de la mascarade électorale sera un acte central de la scission de « *la nation prolétaire de la nation bourgeoise* » (Marx).

**Malgré les dizaines
d'arrestations, la
répression judiciaire,
la nouvelle jeunesse
reste fidèle aux
principes en portant,
avec le feu combatif,
la Révolution
socialiste et l'anti-
impérialisme dans les
usines, les quartiers
populaires, la rue,
les facs, partout où
l'oppression se fait
sentir**

Sur notre colline, le mouvement septembriste a assurément amorcé le retour du mouvement populaire organisé rompant avec le spontanéisme, c'est un fait historique dans un pays marqué par l'anarchie des pulsions insurrectionnalistes. En changeant de forme, en passant du spontané à l'organisé (avec plus d'un mois d'assemblées populaires partout dans le pays), le mouvement a trouvé ses propres limites dans une organisation uniquement fédéraliste. Ce dépassement salutaire s'est transformé en son contraire exprimant, lui aussi, l'archaïsme de cette forme dans la lutte des classes actuelle. C'est un fait que face à l'État, État-major centralisé de la réaction, un mouvement planifié par le bas, sans une direction unifiée pouvant guider les masses populaires en mouvement, ne peut qu'échouer face à l'immense mobilisation policière. Ce mouvement

a montré dans les faits ce que nous affirmons au quotidien : le prolétariat, les masses populaires, nécessitent impérativement de reconstituer le Parti Communiste comme État-major des opprimés.

Il est vrai que nous comprenons le rejet des formes politiques actuelles de « la gauche », qui sont toujours dans l'opportunisme du verbe et la lâcheté de l'action. C'est pour tout cela qu'une nouvelle jeunesse se prend de passion pour le Communisme et monte à l'assaut de la vieille France avec une fougue incommensurable. Malgré les dizaines d'arrestations, la répression judiciaire, elle reste fidèle aux principes en portant, avec le feu combatif, la Révolution socialiste et l'anti-impérialisme dans les usines, les quartiers populaires, la rue, les facs, partout où l'oppression se fait sentir. Forts de l'expérience accumulée dans un quotidien de lutte où fleurissent mille actions et mille mobilisations, elle s'est donnée comme mission de reconstituer la glorieuse Jeunesse Communiste au printemps 2026.

De grandes luttes se dessinent, des luttes dures et complexes, qui accentueront la scission du socialisme avec l'impérialisme. De mobilisations en manifestations, de grèves en émeutes, avance la confrontation directe entre le travail et le capital. Nos tâches urgentes, car elles le sont, sont de lutter pas à pas afin de rallumer le feu endormi du prolétariat, en partant à l'assaut des usines, en organisant les syndicalistes prolétaires, en renforçant notre présence dans les quartiers populaires, en développant la lutte idéologique et politique dans les facs, en combattant partout l'oppression qui frappe. Mais aussi en développant un vaste mouvement de défense des droits démocratiques, afin de conjurer l'encerclement de la réaction. Ne ménages pas nos efforts, ne doutons pas, l'époque est de braise, les mauvais jours sont en train de passer, l'assaut du ciel se prépare chaque jour avec l'ardeur du nouveau voulant triompher de l'ancien. La joie doit nous animer, car partout des camarades luttent. Une nouvelle page de l'histoire se lève en ce moment même au fin fond du Brésil, où des paysans pauvres oubliés de tous portent à bout de fusil le nouveau monde. Nous marchons ensemble comme une seule âme.

Par ce programme, 2026 sera un millésime exceptionnel pour la lutte des classes en France comme partie de la Révolution Prolétarienne Mondiale. Nous vivons assurément le grand retour du Mouvement Communiste.



Le rôle de la jeunesse communiste dans le mouvement révolutionnaire

À l'appel de plusieurs organisations, un congrès de reconstitution de la Jeunesse Communiste va avoir lieu au mois d'avril 2026. Cet événement est le résultat d'un processus de développement, d'accumulation d'expériences et de lutte pour l'unité qui a duré des années, et c'est l'aboutissement de mouvements de jeunesse qui ont commencé à se structurer au début du quinquennat de Macron.

Que signifie vraiment reconstituer la jeunesse communiste ?

Pour comprendre pourquoi ces jeunes veulent reconstituer la Jeunesse Communiste, il faut voir le poids historique de cette organisation.

La JC, c'est une grande organisation de lutte née dans la foulée de la Révolution russe, et adepte des idées bolcheviques. Elle se forge dans la répression des mouvements anti-impérialistes et anti-colonialistes ; elle envoie ses meilleurs éléments combattre en Espagne contre Franco ; elle forme les Bataillons de la Jeunesse dans la Résistance contre l'occupation fasciste-nazie et elle finit par grouper 250 000 membres à la Libération.

Les actes héroïques de la JC, bien qu'ils soient anciens, continuent aujourd'hui à inspirer une partie de la jeunesse qui revient au Communisme. Tout comme l'histoire du Mouvement Communiste International d'un autre côté,

cette histoire des organisations en France explique pourquoi à chaque mouvement social, le « MJCF » (nom de l'organisation de jeunesse rattachée au PCF) se recompose malgré le révisionnisme crasse des dirigeants et les crises perpétuelles en son sein. Malgré toute la propagande, des milliers de jeunes activistes sont drainés chaque année vers telle ou telle organisation, et dans une dynamique en renouveau.

Dans les dernières décennies, la jeunesse n'a jamais été aussi révoltée, jamais aussi réprimée ; en synthèse, elle n'a jamais porté autant d'espoir

Mais tout processus de décomposition connaît des bonds : la JC a perdu sa forme et son fond il y a des décennies, comme le PCF. Elle a cessé d'être communiste, cessé d'être révolutionnaire, donc cessé d'être combative. Et dans les dix dernières années, cette décomposition chez les révisionnistes s'est accompagnée d'une recomposition chez les révolutionnaires : militants sincères qui rompent avec l'opportunisme, sections entières qui rejettent le révisionnisme, luttent pour des principes et pour un lien réel avec la classe ouvrière. Tout ça a

servi à labourer un champ fertile pour semer les graines de la reconstitution.

La reconstitution de la JC, cela ne veut pas dire refaire la JC d'une autre époque à l'identique. Cela veut dire qu'on rend à la jeunesse qui assume le fond du Marxisme de notre époque – c'est-à-dire la lutte pour la reconstitution du Parti Communiste, pour la Révolution socialiste – la forme avec laquelle elle peut l'assumer : son organisation de jeunesse.

À propos de la jeunesse comme avant-garde

Cette reconstitution doit être bien comprise en lien avec le processus de reconstitution du Parti Communiste de France qu'elle appuie. La JC, dès les années 1910-1920, appuyait la ligne rouge dans le Parti Socialiste puis le Parti Communiste. Ce n'est d'ailleurs pas pour rien que la Jeunesse Communiste est née en octobre-novembre 1920, et le Parti Communiste seulement deux mois plus tard !

Ainsi, le Congrès à venir n'est pas, principalement, l'aboutissement d'un processus. Il est le début d'un nouveau moment de lutte, et comme le phénix qui renaît de ses cendres pour s'envoler, c'est dans cette lutte que nous pourrions voir que cette JC reconstituée est faite d'un métal différent des autres, qu'elle va au bout de sa tâche et qu'elle la mène à bien.

Car le rôle de cette jeunesse n'est pas anodin. Le journal historique de la JC s'intitule « l'Avant-Garde ». Bien sûr, dans le Marxisme, c'est le Parti qui joue le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière, durablement lié aux masses.

Il assume la direction politique. La Jeunesse Communiste ne pourra pas se substituer au Parti, elle n'est pas non plus la « force motrice » et ses activistes se revendiqueront communistes (et c'est très bien!) sans que leur conscience et leur action soient nécessairement au niveau de cadres communistes. En plus, la jeunesse est, en tant que telle, une catégorie floue : les jeunes ont différentes classes, il y en a des révolutionnaires, des intermédiaires et des réactionnaires et la classe les unit et les différencie davantage que l'âge.

Parler de « la jeunesse comme avant-garde », ça n'a donc pas de sens si on ne parle pas spécifiquement de la jeunesse prolétaire, de la jeunesse des masses, de la jeunesse communiste liée à elles. C'est au sein des luttes des masses, dans la combativité, l'intrépidité et l'organisation que cette Jeunesse Communiste doit jouer un rôle d'avant-garde.

Prenons un exemple démontré par le mouvement septembriste : les jeunes exigent l'organisation. Dans les assemblées générales, les comités et autres espaces de discussion et d'action du mouvement, plusieurs générations de masses et de militants se sont côtoyées.

Le contraste est saisissant : le milieu militant a perdu des bases comme l'ordre du jour, la décision démocratique, l'application des décisions, l'organisation collective. Et ce sont des jeunes, à peine sortis du lycée, qui viennent parfois expliquer à des militants chevronnés comment devraient se faire les choses. Avant, il était courant de considérer que la jeunesse était « anti-organisation » ; c'est aujourd'hui totalement faux. Dans les dernières décennies, elle n'a jamais été aussi révoltée, jamais aussi réprimée ; en synthèse, elle n'a jamais porté autant d'espoir.

Ce n'est pas propre aux jeunes : c'est propre aux masses qui en France ont appris des derniers mouvements et luttent pour reconquérir leurs organisations. Mais ce que les jeunes apportent de particulier, c'est la volonté de changement, le refus des vieilles formes : ils osent chambouler ce qui semble « immuable », ils osent aller aux « actions chaudes » et ainsi ils peuvent inspirer toutes les générations de prolétaires à en faire de même.

En avant les troupes de choc !

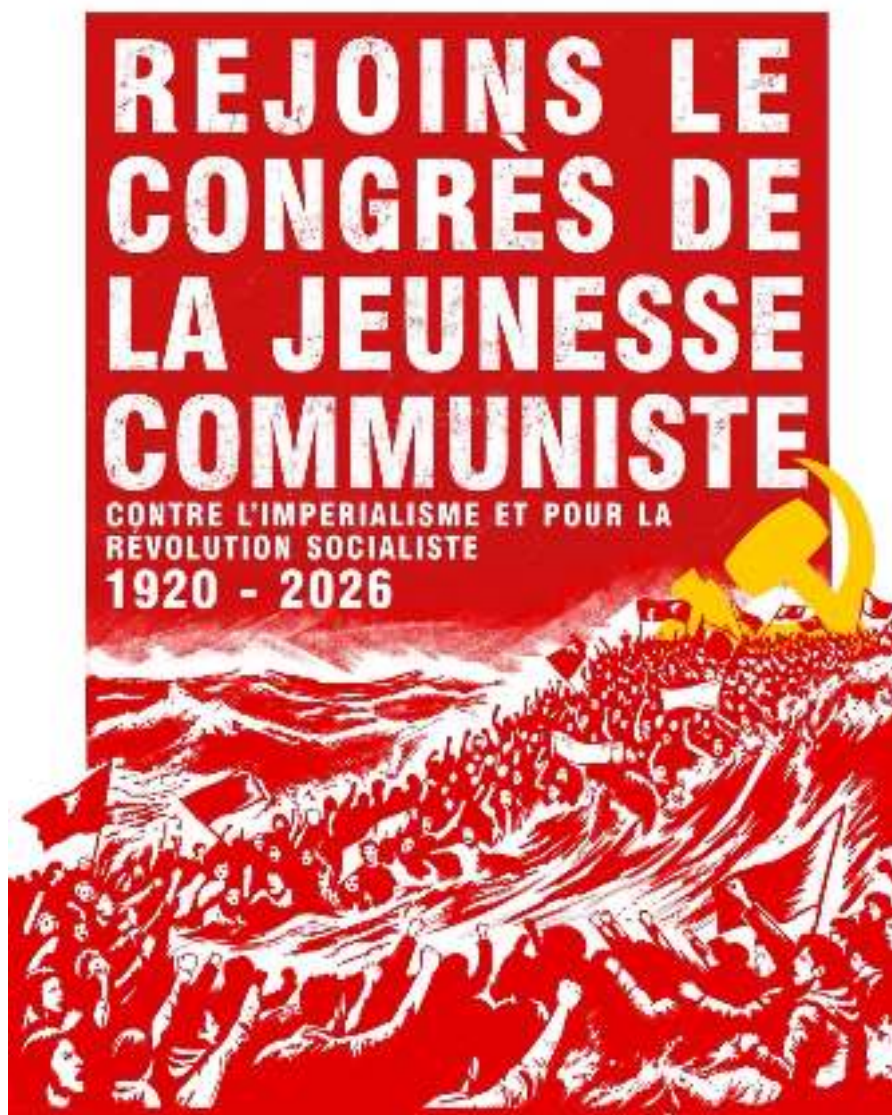
Alors avec ce portrait d'une belle jeunesse, que sera la future JC ? Elle ne peut pas être une chambre d'enregistrement à cadres communistes, une simple progression bureaucratique comme ce qu'en a fait le révisionnisme.

Lorsque le Parti Communiste luttait contre l'occupation fasciste-nazie, les jeunes ont fait

partie des premiers combattants (Colonel Fabien) et ils organisaient les premiers réseaux d'agents de liaison (Danielle Casanova), deux faces d'une même pièce : l'organisation militarisée du Parti Communiste pour la lutte armée. Si la Jeunesse Communiste qui se reconstitue au Congrès ne devait retenir qu'un seul point de référence, ça devrait être celui-ci.

La Jeunesse Communiste et ses Bataillons de la Jeunesse ne formaient pas alors des jeunes qui tractent à 15 ans pour tel élu, à 25 ans

pour être élu et à 35 ans pour être réélu. Ils formaient des activistes et des cadres forgés dans le feu de la lutte de classes : là où on est actifs sur tous les fronts, là où on apprend de nouvelles compétences qu'on n'avait pas auparavant, là où on rencontre la camaraderie réelle, là où on ne regarde aucun sacrifice, car on les fait pour le prolétariat, là où on n'a pas peur d'être arrêté, tabassé et pire encore, car on défend l'émancipation ouvrière : le phare dans la nuit qui illumine l'Humanité.



Du 3 au 6 avril 2026 aura lieu le grand congrès de reconstitution de la Jeunesse Communiste à Paris ! Les organisateurs invitent largement chaque personne intéressée à les rejoindre pour ce congrès.

Le 3 et 4 avril auront lieu les débats internes avec les membres de la future Jeunesse Communiste ainsi que les organisations invitées.

Le 5 et 6 avril se tiendra la plénière ouverte au public. Au programme : restitution, stands, tables politiques et soirée camaraderie. Ce temps sera ouvert à toutes les personnes ou organisations intéressées. Il sera possible de tenir une table si vous le souhaitez.

Pour vous inscrire, écrivez à liguejr@protonmail.com, contactez @liguejeuesserevolutionnaire1 sur Instagram, @LigueJ_R sur X, ou scannez le QR code ci-contre :



8 Mars : être féministe à notre époque, c'est être révolutionnaire

Le 8 mars, à travers le monde, sera célébrée la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Cette date, nous la devons à notre camarade Clara Zetkin (1857-1933), figure de l'Internationale Communiste et de la lutte des femmes. À l'heure où même Macron s'en revendique, que signifie être féministe à notre époque ?

Pour se poser correctement la question, il faut analyser le monde d'aujourd'hui. Notre époque est celle de l'impérialisme : une époque où le capital est concentré dans les mains d'une infime minorité, les monopoles, qui contrôlent les banques, l'industrie, le commerce. Cela signifie que chaque travailleur du monde, qu'il soit prolétaire ou paysan, produit par son travail des richesses – la « plus-value » – qui lui sont volées par ces monopoles. L'impérialisme est le capitalisme poussé à son stade le plus extrême : le système a atteint son apogée, il n'y a plus de nouveaux territoires et peuples à découvrir et exploiter, et la révolte gronde ; il faut alors aller voler les poules du voisin. Partout dans le monde, nos dirigeants (de Trump à Poutine en passant par Macron) ne sont pas « fous », mais bien les meilleurs serveurs des monopoles. Pour servir leurs intérêts, ils ont répandu partout sur la terre la plus grande exploitation que l'humanité ait jamais connue : la destruction des droits démocratiques, le pillage de la terre, les génocides, les guerres injustes. Ils préparent même la troisième Guerre mondiale pour se repartager le monde au prix du sang des peuples.

La réalité de la vie de l'immense majorité des femmes du monde, c'est l'exploitation
Être une femme dans ce monde, cela recouvre des réalités très différentes, contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire. Une minorité de femmes appartient à cette classe exploiteuse, elles en tirent tout autant de profit que les hommes. Mais l'immense majorité des femmes dans le monde aujourd'hui sont des prolétaires et des paysannes, des femmes qui se lèvent le matin pour aller travailler à l'usine, aux champs ; leur vie est définie avant tout par l'exploitation qu'elles subissent. Les capita-



Rencontre des femmes de l'organisation Movimento Feminino Popular (MFP), au Brésil, en 2014. Le MFP organise les femmes du peuple dans la lutte révolutionnaire.

listes ont maintenu et transformé le patriarcat à leur bénéfice, afin d'exploiter de manière encore plus virulente les femmes prolétaires, à moindre coût par rapport aux hommes. Quand les femmes ont conquis le droit de travailler en dehors du foyer, elles ont constitué pour les capitalistes une main d'œuvre à faible coût car peu valorisée ; ils en ont profité pour établir

Ce qui définit les femmes prolétaires de ce monde, ce n'est pas qu'elles en sont les victimes, c'est que partout elles se lèvent et sont en première ligne pour affronter l'impérialisme et ses laquais

une concurrence entre ouvrières et ouvriers. Les femmes, tout en travaillant maintenant tous les jours pour un capitaliste, ont encore et toujours la tâche de la reproduction de la force de travail : c'est-à-dire tout ce qui est

de l'ordre de la cuisine, du ménage, d'élever les enfants... Partout dans le reste du monde, des millions de femmes paysannes vivent sous le joug du semi-féodalisme, avec tout ce qu'il porte d'arriéré économiquement, socialement et culturellement¹, maintenu – comme le patriarcat, qui y prend une forme encore plus brutale – par les capitalistes, car il leur permet de les exploiter davantage. Les paysannes voient leurs terres volées, détruites, et subissent en première ligne les guerres, les génocides et la barbarie de l'impérialisme.

La bourgeoisie qui nous exploite cherche à imposer sur tous les pans de la société sa vision du monde, et le féminisme n'en est pas épargné. Le « féminisme bourgeois », qui prend mille couleurs différentes, prétend améliorer les conditions de vie des femmes au sein du capitalisme. Se nourrissant de la juste colère des femmes, la bourgeoisie ne cherche qu'à nous embrouiller, nous diviser. La vérité, c'est qu'avec le développement de l'impérialisme, les femmes prolétaires et paysannes n'ont jamais été autant exploitées ; les quelques droits démocratiques qu'elles ont conquis sont menacés partout : droit de vote, droit à l'avor-

1. Dans les pays opprimés, il subsiste des rapports d'exploitation liés au « semi-féodalisme ». C'est l'héritage de la structure sociale et économique du féodalisme (stade de développement précédant le capitalisme) : la terre n'appartient pas aux paysans qui la travaillent, mais à de grands propriétaires fonciers.

tement... N'ayez crainte toutefois! Les bourgeoises pourront toujours avorter sous le manteau, dans des cliniques privées; la réduction des salaires les arrange bien, leur femme de ménage et leur nourrice leur coûteront moins cher!

Le déchaînement de la colère millénaire des femmes

Ce qui définit les femmes prolétaires de ce monde, ce n'est pas qu'elles en sont les victimes, c'est que partout elles se lèvent et sont en première ligne pour affronter l'impérialisme et ses laquais. Dans les pays impérialistes, elles se sont levées spontanément pour combattre des millénaires de sexisme et de violences sexuelles : Me too, Balance ton porc, collages féministes... Leur besoin de révolte jaillit comme un torrent bouillonnant et désordonné. Face à l'exploitation capitaliste, les femmes font fleurir des grèves au service de l'ensemble de notre classe. Dans les pays opprimés, aux quatre coins du monde, de la Palestine à l'Inde en passant par le Brésil, elles se dressent en première ligne contre l'impérialisme pour défendre leur terre, leurs droits démocratiques, et lutter corps et âme pour la libération de leur nation. Elles prouvent chaque jour quel est leur rôle historique. La lutte, chaque jour, démasque davantage les mensonges enrobés de sucre de la bourgeoisie.

Comme le disait Clara Zetkin en 1903 : « *Telles de brillantes bulles de savon, se dissolvent dans l'air de la conception matérialiste de l'histoire ces déclarations d'amour où on parle de "nos sœurs", comme si quelque lien unissait dames bourgeoises et prolétaires.* »

José Carlos Mariátegui, fondateur du Parti Communiste du Pérou, écrivait il y a un siècle : « *La lutte des classes – un fait historique et non une affirmation théorique – se reflète sur le plan féministe. Les femmes, comme les hommes, sont réactionnaires, centristes ou révolutionnaires. Elles ne peuvent donc pas mener le même combat ensemble. Dans le paysage humain actuel, la classe différencie les individus plus que le sexe.* »

Les femmes portent la moitié du ciel

Nos sœurs ne sont pas ces femmes bourgeoises qui sucent jusqu'à la moelle l'âme de femmes exploitées pour nettoyer leurs sols, calmer les pleurs de leurs bébés et nourrir leurs enfants. Nos sœurs sont toutes ces femmes prolétaires et paysannes à travers le monde, qui chaque jour se lèvent fièrement car elles font ce que ces parasites ne font pas : travailler.

Les défis auxquels les femmes sont confrontées n'ont jamais été aussi grands de toute l'Histoire; le pendant de ces défis, c'est que la lumière au bout du chemin n'a jamais autant brillé. Il ne s'agit plus seulement de gagner le droit de vote ou de travailler, l'heure est à détruire ce monde pour en construire un nouveau. En serrant les rangs avec nos sœurs et frères de classe à travers le monde, en faisant preuve d'un internationalisme prolétarien sans faille, la juste place des femmes est, à part égale, à la tête de la révolution.

Pour finir, quelle meilleure façon de célébrer le 8 mars que de citer notre camarade Clara Zetkin? Dans *Ce que les femmes doivent à Karl Marx*, elle écrit, en 1903 :

« *La lecture des œuvres de Marx éclaire encore un autre point : seul le prolétariat est la classe révolutionnaire qui, en fondant l'ordre social socialiste, est en mesure de créer et est obligée de créer les prémisses sociales indispensables pour la complète solution du problème féminin.*

Outre que le mouvement bourgeois des suffragettes ne veut ni ne peut arracher la libération sociale de la prolétaire, il s'avère impuissant à résoudre les nouveaux et graves conflits qui surgissent nécessairement en système capitaliste, s'agissant de l'égalité sociale et juridique des sexes.

Ces conflits ne disparaîtront que lorsque sera surmontée l'exploitation de l'homme par l'homme avec les contradictions qu'elle implique. »

“ **Marx a forgé le glaive – et il nous en a appris le maniement – qui a tranché les attaches entre mouvement féminin prolétarien et bourgeois; mais il a aussi forgé le lien qui unit indissolublement celui-là au mouvement ouvrier socialiste, à la lutte de classes révolutionnaire du prolétariat.** ”

Clara Zetkin

1857-1933

Dirigeante communiste allemande, figure de l'Internationale Communiste et de la lutte des femmes

Procès d'Alex et de Mahdieh : développons la solidarité contre la répression !

Note de la rédaction

Le délibéré du jugement d'Alex a lieu le 10 février, à Paris. Nous n'en connaissons pas l'issue au moment de la publication de ce numéro. Nous invitons tous nos lecteurs et lectrices à se tenir informés du délibéré, et à apporter un soutien sans faille à Alex.

Le 13 janvier 2026, notre camarade Alex, militant de la Ligue de la Jeunesse Révolutionnaire (LJR), est passé en procès pour sa défense de la cause palestinienne, sa lutte contre le génocide du peuple palestinien, après une longue série de tentatives d'intimidation à son encontre de la part de l'État français, collaborateur actif des génocidaires sionistes.

Interpellation par la police judiciaire en plein aéroport, perquisition antiterroriste, garde-à-vue de 48 heures, suspension de son travail et de la fonction publique de manière officielle, interdiction de manifester jusqu'à son procès, fermeture de ses comptes bancaires : rien n'aura été épargné à Alex pour tenter de le briser politiquement afin qu'il renie son soutien à la Résistance nationale palestinienne.

Après plus de deux ans de génocide, le vrai visage de l'État impérialiste français et sa justice de classe n'a jamais été aussi visible de tous. Pour encercler politiquement les défenseurs de la Palestine, l'État français n'a pas hésité à faire entorse à sa propre légalité pour réduire au silence, délégitimer, et terroriser le plus largement possible.

Rien que la date initiale du procès d'Alex, qui devait avoir lieu le 13 mai 2025, est éloquent dans cette démarche : ce devait être le jour de l'anniversaire de la Nakba, soit l'événement où plus de 750 000 Palestiniens ont dû fuir le nettoyage ethnique orchestré par les milices sionistes en 1948. Blague de mauvais goût ou tentative d'intimidation peu subtile, nous laissons nos lecteurs faire leur propre conclusion.

En outre, la répression administrative dans laquelle s'inscrit la suspension du contrat



Rassemblement de soutien à Alex, devant le Tribunal de Paris, le 13 janvier 2026.

d'Alex est une forme emblématique de cette offensive accrue contre les militants pro-palestiniens et progressistes en général. On ne peut s'empêcher de penser aux dernières révélations concernant la collaboration active d'organismes publics comme la CAF dans le ciblage et la répression d'activistes politiques : Alex a ainsi vu ses allocations sociales versées par la CAF, comme ses APL, être arbitrairement suspendues. On assiste également, de façon de plus en plus récurrente, au gel des comptes bancaires, ou encore aux mesures de surveillance appuyées, touchant de plus en plus de personnes dans l'espace public et dans la sphère privée.

Il faut aussi relever l'emploi généralisé des mesures antiterroristes contre des militants politiques depuis les circulaires lancées par le ministère de l'Intérieur sous Gérard Darmanin. Un discours prononcé sur un camion en fin de manifestation peut conduire à 48 heures de GAV, une perquisition et à 11 mois de chômage forcé. Des actions visuelles de soutien peuvent conduire à une perquisition systématique et une inscription au fichage de la DGSI¹.

Ces méthodes ne sont pas nouvelles, elles ont tapissé l'histoire de la 5^e République bourgeoise et de l'État français en général. De plus en plus, les méthodes de répression policière

les plus brutales et les plus spectaculaires sont généralisées à l'ensemble de l'espace public.

Ce procès est aussi celui de Mahdieh Esfandari. Mahdieh, qui a été kidnappée chez elle par la police française, avant d'être envoyée croupir en prison sans même informer ses proches, dans des conditions déplorables pendant 8 mois. L'État français, si prompt à donner des leçons au régime iranien, n'a pourtant pas hésité à enfermer Mahdieh sans procès, l'utilisant sans vergogne comme monnaie d'échange dans le cadre de la négociation de la libération de plusieurs Français emprisonnés en Iran². Réprimée pour avoir soutenu la Résistance palestinienne, le cas de Mahdieh n'a été rendu public qu'après des semaines de recherche de ses proches et grâce au travail journalistique de Shahin Hazamy – qui a lui aussi été réprimé pour avoir soutenu la Palestine.

L'incarcération est, pour l'heure, une des tactiques les plus brutales que peut utiliser l'État français pour tenter de rompre la détermination d'un militant. Dans un futur très proche, elle sera plus répandue que jamais, car c'est la dernière arme que peut utiliser la bourgeoisie dans sa forme de gouvernement « démocratique » actuelle. Son utilisation pour punir un

2. Cécile Kohler et Jacques Paris, accusés d'espionnage par l'Iran, y ont été détenus de 2022 à 2025. À l'heure actuelle, ils sont toujours assignés à résidence à l'ambassade de France à Téhéran.

délit qualifié originellement par le droit français de délit de presse ne fait que confirmer la barbarie générale à laquelle se livre la répression dans notre pays à l'encontre de tous les militants attachés à la dignité humaine et à l'émancipation.

Le procès d'Alex et de Mahdieh, à l'instar des procédures judiciaires encourues par tant d'autres défenseurs de la cause palestinienne, comme Yamin Makri, Shahin Hazamy, Timothée Esprit, Jean-Paul Delescaut, François Burgat, Elias d'Imzalene, Omar Alsoumi ou encore Anasse Kazib, est un symptôme de plus de la réactionnarisation croissante de la bourgeoisie française. Laisser un seul d'entre nous seul face à la justice, c'est se condamner à tomber plus tard sous le couperet de la justice de classe. Tant de personnes isolées ont écopé de peines beaucoup trop lourdes et ont subi l'humiliation de la justice dans le silence général. À nous de nous organiser et de mettre en commun nos forces pour tous ces réprimés anonymes et en soutien au peuple palestinien. Ne tombons pas dans le piège de l'État de nous concentrer seulement sur la défense des réprimés et d'oublier pour qui nous nous battons !

Aujourd'hui, plus que jamais, il est vital de développer des outils de solidarité nationaux pour se défendre face à la répression. L'État et ses chiens de garde savent que l'unité et notre implantation dans les larges masses populaires sont notre seul bouclier face à leurs attaques. Ainsi, le processus en cours de lancement d'une coordination nationale anti-répression, pour lutter contre la criminalisation du mouvement de défense de la Palestine, est une étape importante.

En attente des délibérés et échéances ultérieures, en soutien aux milliers d'inculpés pour leur opposition au génocide du peuple de Gaza et du droit de résister de la nation palestinienne, nous appelons à nous mobiliser massivement pour Alex et Mahdieh, ainsi que François Burgat³, jugé en appel 29 avril 2026, à Aix-en-Provence. Dans cet esprit, chaque arrestation, chaque procès, chaque tentative d'incarcération doit être le théâtre d'une mobilisation nationale pour la défense des réprimés. Si l'État français tente de nous asphyxier, nous lui montrerons que nous avançons au rythme que nous choisissons. Et alors, nous verrons qui fera plier qui.

Soutien au camarade Alex et à tous les réprimés pour la Palestine ! Brisons l'encerclement de l'État ! Soutenir la Palestine n'est pas un crime !

3. Ancien directeur de recherche au CNRS, spécialiste du monde arabe. François Burgat est notamment la cible de l'extrême droite sioniste car ses recherches s'attaquent aux théories racistes de la « violence islamique ». Suite au 7 Octobre 2023, il a notamment affirmé sur Twitter : « J'ai infiniment, je dis bien infiniment plus de respect et de considération pour les dirigeants du Hamas que pour ceux de l'État d'Israël. » Son procès politique pour « apologie du terrorisme » a eu lieu en 2025, il a été relaxé en première instance mais l'affaire sera rejugée en appel le 29 avril.

Timothée Esprit : cas d'école d'attaque contre un syndicaliste

Depuis plus de trois ans, l'ouvrier révolutionnaire et syndicaliste CGT Timothée Esprit connaît un harcèlement continu de son employeur, la direction de l'entreprise Toray, pour s'être opposé au génocide à Gaza et avoir ouvertement soutenu le droit à la résistance du peuple palestinien.

Derrière cet acharnement se cache un combat bien plus profond dans les tranchées de la lutte des classes. Dans son usine, Timothée Esprit est un délégué syndical très actif. Il fait régulièrement des tours auprès de ses collègues, dirige plusieurs mouvements de grève. Il inspire confiance et entretient l'insubordination et l'esprit de lutte au sein de l'usine. Pour cela, il représente tout ce que déteste le patronat.

Après une première tentative de licenciement cassée par les Prud'hommes, la deuxième tentative est toujours en cours. En parallèle, l'entreprise Toray a saisi le Conseil Constitutionnel d'une Question Prioritaire de Constitutionnalité (QPC), afin de faire lever son statut de salarié protégé, comme membre d'une Commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation (CPPNI).

Derrière cette nouvelle attaque, c'est le principe même de la protection des salariés mandatés qui est menacé ! On veut faire de Timothée Esprit un exemple, pour faire jurisprudence contre la protection des représentants des salariés qui ne se contentent pas des négociations de salons.

Lors de l'audience de la QPC, tenue le 27 janvier, l'avocat de Toray a pointé du doigt l'attitude internationaliste sans borne de Timothée Esprit. La défense de Toray considère que le soutien affiché par Timothée Esprit sur Facebook au Front Populaire de Libération de la Palestine est préjudiciable à « la liberté d'entreprendre et à la liberté contractuelle, garanties par l'article 4 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen ». Ici, on joue donc le droit démocratique bourgeois contre le principe même de souveraineté des peuples.

Durant l'audience, une soixantaine de personnes étaient réunies pour soutenir Timothée Esprit, le droit à la résistance des Palestiniens, ainsi que les libertés syndicales. Étaient présents des syndicalistes FNIC-CGT, mais également de jeunes activistes révolutionnaires et des représentants de la Ligue Anti-impérialiste (LAI).

Dans une prise de parole à la sortie de l'audience, Timothée Esprit a rappelé que Toray a raison de mettre « *en opposition la liberté d'entreprendre et la liberté syndicale* ». Il a démontré que derrière cette opposition se joue l'antagonisme entre le travail et le capital. Le conseil des Prudhommes, la Cour d'appel, ici le Conseil Constitutionnel, ne sont qu'une suite de petits théâtres où la lutte des classes est mise en scène : « *L'objectif de l'employeur était de me détruire individuellement [...] mais là où il s'est trompé, c'est qu'il est tombé face à un collectif qui est le collectif de la classe ouvrière.* » Le délibéré de la décision du Conseil Constitutionnel sera publié le 6 février.

1. Rappelons que le Conseil Constitutionnel est la plus haute juridiction de l'État français, composée uniquement de personnalités nommées par le Président de la République et les Présidents des deux chambres parlementaires.



▲ Point de blocage de l'A9, à Narbonne, le 19 décembre 2025.

La **révolte paysanne**, la division entre ville et campagne, et l'impérialisme

Les grands blocages organisés par les agriculteurs contre le Mercosur, ces derniers mois, posent une question complexe : comment comprendre la révolte paysanne en France, un pays impérialiste ? Tout un tas de contradictions s'entremêlent, mais un des aspects centraux est que la révolte paysanne est absolument juste ; c'est un combat contre la grande bourgeoisie monopoliste qui écrase le travail.

Depuis plusieurs années, la paysannerie (la petite et moyenne propriété) est dans une crise profonde. Cela vient de la lutte implacable entre la petite et moyenne production et la grande production capitaliste qui s'est développée principalement dans les grandes plaines céréalières du nord de la France. Cette petite et moyenne production est directement soumise au monopole de l'agro-alimentaire (celui qui transforme et valorise la production agricole) et, principalement, à la grande dis-

tribution (qui la transforme en marchandise). La situation actuelle vient directement du développement du capitalisme en France qui, à côté du développement de la grande manufacture, a vu perdurer la petite propriété foncière héritée de la réforme agraire bourgeoise. Bien que depuis le 19^e siècle et, surtout depuis les années 1950, la tendance est à la concentra-

Le Mercosur est une nécessité vitale pour les monopoles en crise européens

tion et, donc, à la disparition de la petite et moyenne propriété, elle continue à subsister, mais dans une situation de crise perpétuelle. D'un point de vue historique, ces formes de production sont « archaïques » car ne pouvant rationaliser les processus de production. Il en va de même du petit commerce et de l'artisanat. La tendance historique est à la concentration dans l'industrie, l'agriculture, le commerce – bien qu'il y ait des aspects négatifs car, c'est

le principal aspect de la situation, n'étant pas le fruit d'un processus démocratique – cela participe à la lente unification de l'Humanité.

La situation intenable entre le maintien de la petite et moyenne propriété et le développement toujours plus féroce des monopoles, mais principalement l'absence d'un Parti Communiste pouvant assumer les tâches politiques de règlement de cette contradiction, fait que la paysannerie en crise ne peut que s'arquer-bouter sur un soutien de l'État pour se maintenir. Protection du marché et déréglementations ne peuvent être qu'une solution à très court terme : le problème ne vient pas de là, mais bien de la dictature des monopoles qui écrase toujours plus la société économiquement, politiquement, socialement et culturellement. Même en utilisant à satiété les engrais et les pesticides dans un immense massacre écologique et humain, les gains ne seront qu'à court terme ; car la chute tendancielle du taux de profit est une loi indépasseable du capitalisme. Les capitalistes, devant maintenir leurs marges, augmentent les prix. Le producteur d'engrais devra augmenter ses prix, notamment parce que les ouvriers luttent pour améliorer leurs

conditions de vie, ce qui va mécaniquement faire baisser le taux de profit de l'agriculteur. De l'autre côté, la grande distribution elle aussi doit maintenir – et si possible augmenter – ses marges : elle pousse donc à acheter moins chers les produits et à les vendre plus chers dans les rayons. Le paysan est au milieu d'une chaîne de valeurs évidemment bien plus complexe (prix du baril de pétrole qui influence absolument tout par exemple), sans oublier les aléas climatiques qui deviennent de plus en plus un poids. Il ne reste donc plus comme solution que de vivre sous dépendance des aides directes de l'État, mais là aussi la source se tarit, la crise est partout. Une des autres solutions est d'investir dans les semi-colonies d'Europe de l'Est et du Maghreb, le « miracle » de l'impérialisme transformant le petit exploitant exploité en exploiteur.

L'opportunisme, et disons-le, le cynisme de la grande bourgeoisie, font que d'un côté elle va signer le Mercosur, dont le deal est l'exploitation toujours plus féroce des hommes et de la terre d'Amérique Latine, et que de l'autre elle envoie ses politiques laquais (Macron, LR, RN, etc.) s'indigner contre cet accord. Il n'y a pas de hasard si au même moment, Renault vient d'investir 600 millions d'euros au Brésil. Le deal étant que « l'UE » au service des monopoles impérialistes donne aux latifundios (grands propriétaires terriens brésiliens) le droit de vendre une viande de piètre qualité dans le plus grand marché au monde, pour qu'en échange le gouvernement brésilien donne aux grandes entreprises le droit d'accentuer le pillage des richesses. Les simagrées de Macron avec Lula n'étaient que l'expression pathétique de la soumission du Brésil aux intérêts des monopoles impérialistes. À noter que la petite paysannerie et les paysans sans-terres du Brésil souffrent chaque jour de cette soumission : le Mercosur va les affecter d'une façon 100 fois pire que les paysans français, car ils sont soumis à la semi-féodalité. L'accord du Mercosur sert concrètement à une infime part de la population brésilienne, les grands propriétaires terriens qui vont tenter de sécuriser leurs marges en chute, et les capitalistes bureaucratiques, forme du capitalisme dans une semi-colonie soumise à l'impérialisme. Cet accord est une nécessité vitale pour les monopoles en crise européens, surtout que la France est l'exception agricole des pays impérialistes d'Europe (avec l'Espagne), il sera donc signé d'une façon ou d'une autre. Les opportunistes réactionnaires crieront au loup contre la méchante Union Européenne, cachant l'unique vérité, qui est que ce sont les

grandes entreprises françaises qui détruisent le pays. Ces « fiers patriotes » sont prêts à toutes les compromissions quand il s'agit de places à prendre.

Au-delà de l'aspect agricole, la révolte paysanne exprime en profondeur la division entre la ville et la campagne née du développement du capitalisme. Un article du journal *Les Echos* du 8 janvier 2025, citant un rapport de l'ONU, nous apprend que la France est majoritairement rurale. Non seulement c'est logique, d'un point de vue géographique, car la ruralité couvre 88 % du territoire ; mais aussi au niveau de la répartition de la population. En France, 19 % sont des ruraux, 36 % vivent dans des

Taux de pauvreté élevé, exode, vieillissement, suppression des services publics, crises agricoles, sur-tourisme ou enclavement sont quelques-unes des plaies que vivent la majorité des Français en dehors des métropoles et de Paris

bourgs et petites villes, c'est-à-dire appartenant à la ruralité, et 48 % sont des urbains (ville avec au moins 50 000 habitants). C'est une exception française dans les pays impérialistes, une exception niée, dont les politiques réactionnaires se servent de manière opportuniste en jouant sur l'opposition entre la campagne représentant la « vraie France » travailleuse et blanche, et la ville, « l'enfer cosmopolite » violent. La réalité est toute autre, en dehors des métropoles et d'*Urbs urbis* (Paris), la majorité de la population est abandonnée à son sort par l'État. Taux de pauvreté élevé, exode, vieillissement, suppression des services publics, crises agricoles, sur-tourisme (pour certaines zones), ou enclavement sont quelques-unes

des plaies que vivent la majorité des Français. C'est la fameuse « France périphérique » où l'abandon réel, et pas seulement l'expression d'un sentiment comme il est souvent dit, développe un sentiment de révolte canalisée aujourd'hui dans le vote d'extrême droite. Dans ces endroits comme dans le reste du pays, le problème principal est la contradiction de classe, c'est la seule base pour unir les masses. Le démon producteur de tous ces maux reste donc le même : le capitalisme à son stade monopolistique, qui doit toujours plus concentrer les moyens et les hommes pour rationaliser la production. Il a en même temps besoin de piller les ressources du sol (et du sous-sol comme avec l'ouverture de gigantesques mines de terres rares sur le territoire) pour maintenir ses taux de profits et fournir de la nourriture à bas prix (et cancérigène) servant à avoir une force de travail la moins coûteuse possible. Les monopoles poussent à la privatisation de la propriété publique, à la rationalisation de l'État qui doit les financer¹ tout en abandonnant ses administrés. Il n'y a plus d'argent pour les maternités, les hôpitaux, les écoles, les impôts, les trains et même la gendarmerie (pourtant colonne vertébrale de l'État bourgeois français) dans les zones rurales alors que nous n'avons jamais produit autant de richesses.

La question est complexe : tout un tas de contradictions s'enchevêtrent, mais un des aspects centraux est que la révolte paysanne est absolument juste. Il faut soutenir cette juste lutte qui est un combat contre la grande bourgeoisie monopoliste qui écrase le travail. Dans le manifeste du Parti Communiste, un des points du programme est de combiner l'agriculture avec les industries manufacturières ; afin d'abolir progressivement toute distinction entre ville et campagne, par une répartition plus équitable de la population sur l'ensemble du pays. Seule la Révolution socialiste peut accomplir cette tâche titanesque d'abolition de la différence entre ville et campagne et travail intellectuel et manuel. La révolution socialiste n'est pas contre la ruralité : au contraire, elle œuvre pour supprimer cette différence qui passera par un grand mouvement de déconcentration des métropoles, d'un grand réaménagement du territoire où la nature et l'homme ne seront plus en concurrence. Par la planification, nous en finirons avec le gaspillage et les projets inutiles et nous pourrons affronter les problèmes liés au climat.

1. 270 milliards chaque année pour aider les entreprises.

Luttes internationales du prolétariat et des peuples opprimés

1 INDE

Le 15 novembre, le camarade dirigeant du Comité Central du Parti Communiste d'Inde (maoïste), Madvi Hidma, et six autres martyrs ont été exécutés par le vieil État indien. Madvi Hidma était l'un des principaux commandants militaires de la révolution en Inde. Sa direction du 1er Bataillon de l'Armée Populaire de Libération de Guérilla (PLGA) est un douloureux souvenir pour les milices fascistes. Son assassinat se place dans la continuité de la campagne génocidaire « Kagaar », menée par l'État indien, avec son lot d'exactions contre le peuple, dans l'espoir futile de briser la révolution par la terreur.

Les masses indiennes ont massivement accompagné Hidma lors de ses funérailles et, depuis fin novembre, des hommages fleurissent partout dans le monde et également en Inde malgré la censure et les arrestations arbitraires.

2 GRÈCE

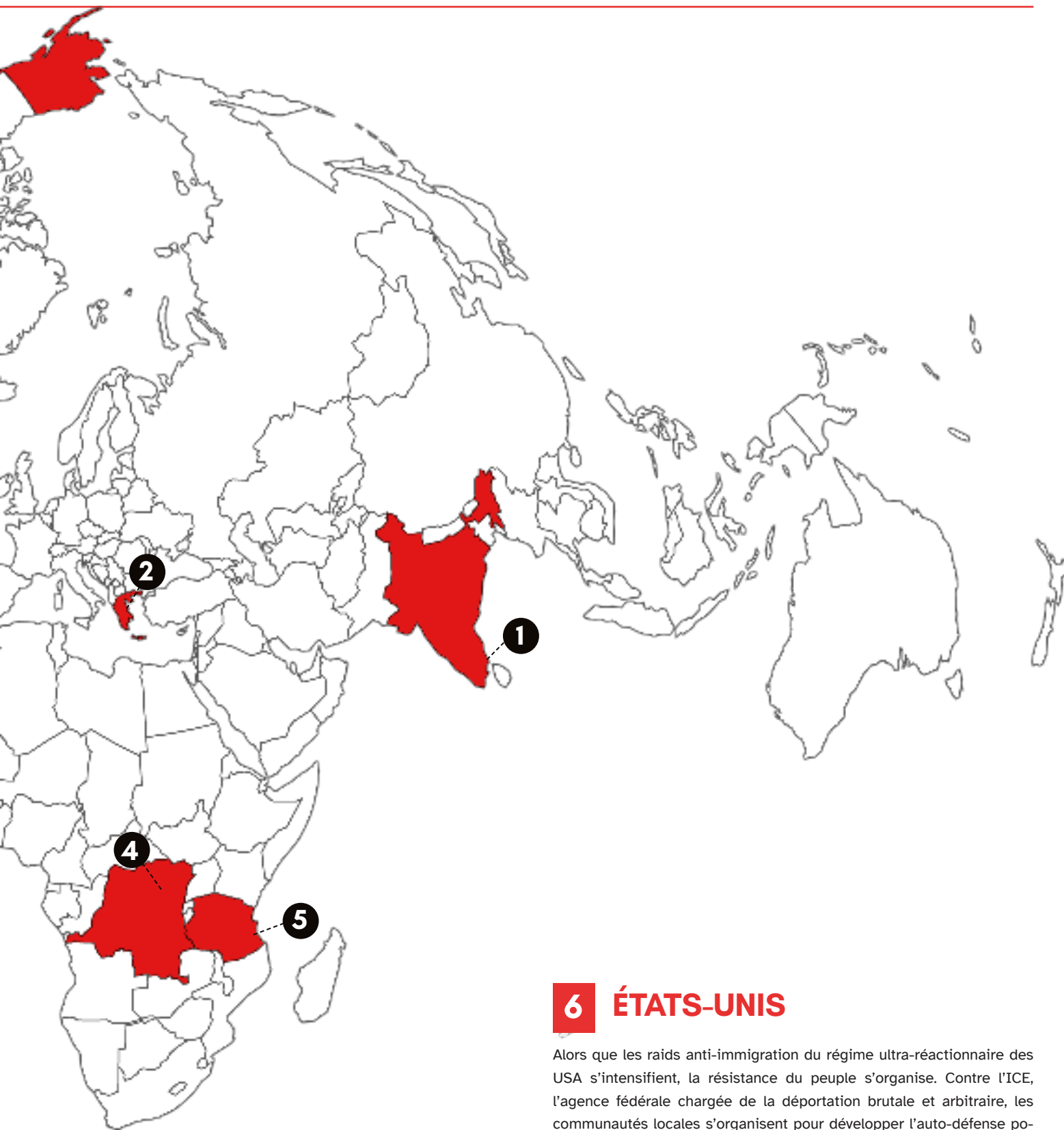
Après de nombreux scandales financiers – notamment des détournements de fonds publics – par les bourgeois au pouvoir en Grèce, ceux-ci essayent de faire payer l'addition aux travailleurs à coups de réformes d'austérité et de taxations. Malheureusement pour eux, les révoltes s'intensifient dans ce pays qui a une longue tradition de luttes. Des milliers de travailleurs se sont mis en grève et se sont mobilisés pour prendre la rue le 1er octobre dernier. Depuis, les révoltes dans le secteur agricole se sont intensifiées également contre les accords européens. Avec des centaines de tracteurs les agriculteurs ont bloqué les routes pour revendiquer de pouvoir vivre dignement de leur travail, contre la compétition déloyale.

3 BRÉSIL

À l'occasion de la COP30 qui s'est déroulée à Belém au Brésil, une délégation du peuple Munduruku a bloqué l'accès à la salle des négociations pour dénoncer les projets impérialistes de destruction de l'environnement, principalement au sein de la forêt amazonienne. L'accès aux COPs leur a toujours été interdit alors qu'ils sont les premières cibles des politiques destructives des fameux « écologistes » de la COP30. Pendant que les gouvernements multiplient les pièces de théâtre internationales pour faire mine de se soucier de l'avenir de la planète, les peuples subissent de plein fouet les conséquences de leurs projets de « développement ».

4 RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Début décembre, le groupe rebelle M23, en guerre contre le gouvernement congolais et soutenu par le Rwanda, a continué son offensive dans la région du Sud-Kivu en prenant la ville stratégique d'Uvira. Depuis la prétendue résolution du conflit par l'administration Trump, la guerre couve toujours, alors que les groupes paramilitaires rebelles continuent leur avancée contre l'armée nationale. Malgré le retrait du groupe de la ville d'Uvira, le 17 décembre, ordonné par l'administration Trump, la guerre se poursuit, avec son lot d'exactions et d'expulsions forcées pour le contrôle de cette zone stratégique, riche en minerais.



5 TANZANIE

Les masses de Tanzanie, avec à leur tête la jeunesse du pays, continuent la mobilisation contre la réélection frauduleuse de la présidente Samia Suluhu Hassan, à 97 % des voix. Depuis début novembre, la répression des manifestants s'est soldée par des centaines de morts. Malgré la violence intense du gouvernement tanzanien, traître à la solde des impérialistes, la mobilisation continue pour obtenir la chute du régime.

6 ÉTATS-UNIS

Alors que les raids anti-immigration du régime ultra-réactionnaire des USA s'intensifient, la résistance du peuple s'organise. Contre l'ICE, l'agence fédérale chargée de la déportation brutale et arbitraire, les communautés locales s'organisent pour développer l'auto-défense populaire. L'assassinat filmé d'une femme de 37 ans, Renee Good, le 7 janvier, à Minneapolis – là où George Floyd a été assassiné en 2020 –, a encore fait grandir les manifestations. Cette mère de famille était venue défendre ses voisins menacés d'expulsion par l'ICE. En parallèle, l'administration Trump consolide le mensonge en faisant croire que Renee Good représentait une menace pour un agent de l'ICE, alors que plusieurs vidéos prouvent le contraire. Sa femme a raconté : « *Nous avions des sifflets, ils avaient des armes à feu* ». Moins de trois semaines après, le 24 janvier, le crime se répète et l'ICE tue un homme de 37 ans, l'infirmier Alex Pretti, toujours à Minneapolis. Ce nouveau meurtre provoque la colère et la révolte des habitants, qui s'organisent en réseaux de veille dans la ville pour protéger les rues de la police de l'immigration.



▲ Manifestation du 11 Novembre 2025 à Paris.

Manifestation du 11 Novembre : contre la guerre impérialiste, guerre de classe !

Le 11 Novembre 2025, des centaines de personnes ont défilé dans Paris pour s'opposer à la politique de fuite en avant vers une guerre inter-impérialiste, portée par la France et les autres puissances impérialistes.

À l'appel commun pour cette manifestation anti-guerre ont répondu présent la Ligue de la jeunesse révolutionnaire (LJR), les Jeunes révolutionnaires (JR), l'Union pour la reconstruction communiste (URC), Peaux noires ligne rouge (PNLR), la Fédération syndicale étudiante (FSE), Young struggle (YS), le Comité de soutien à la révolution philippine (CSRP), l'Organisation de solidarité trans (OST), les Jeunesses communistes ainsi que d'autres organisations. Ces organisations ont dénoncé le rôle important de l'impérialisme français dans le pillage et l'oppression des peuples à travers le monde, et ont dénoncé le développement du chauvinisme crasse pour servir la marche vers la guerre.

Le développement actuel des contradictions dans le monde et la marche vers la guerre rappellent fortement l'époque du lancement de la première guerre impérialiste de 1914. En

1914, comme aujourd'hui, l'équilibre des forces impérialistes était perturbé. Certaines forces impérialistes voulaient s'emparer des zones d'influence d'autres puissances. Ces tensions ont mené, et mènent aujourd'hui, à une course

Macron a essayé plusieurs fois, depuis 3 ans, de lancer la France dans la guerre : en Palestine, en Ukraine, au Niger...

à l'armement de plus en plus intense; jusqu'à finalement éclater en conflit ouvert et massif.

La première guerre mondiale a été une guerre de rapine¹ préméditée et organisée dans l'intérêt des classes exploiteuses des pays im-

périalistes. Cette préméditation est évidente aujourd'hui dans la préparation de la prochaine guerre impérialiste. Les médias de propagande, contrôlés par les milliardaires consanguins de l'industrie du luxe, des communications, de l'armement, du pétrole et de la logistique, nous rabâchent à longueur de journée que nous devrions sacrifier nos vies dans leur guerre, en nous faisant peur avec la menace d'une invasion russe.

Alors, qu'en est-il aujourd'hui de cette menace? Eh bien nous pouvons nous appuyer sur le document stratégique de 2025 publié par l'État français : un document stratégique officiel qui annonce la nécessité d'une militarisation dans tous les secteurs et trace les lignes générales de cette réorganisation. Dans ce fameux document, Emmanuel Macron lui-même explique dans l'édito – et cela est redit plusieurs fois – que la militarisation est nécessaire pour faire face à une menace russe contre « les intérêts français », et non contre le territoire français. Ces fameux intérêts français qui se trouvent partout, sauf dans les foyers du peuple de France, partout sauf dans le droit à avoir un logement salubre, un revenu correct, une bonne éducation, un accès à la santé, une vie digne. Rien de cela ne constitue pour eux

1. Pillage.

« les intérêts français », car pour eux « les intérêts français » sont les intérêts de la bourgeoisie française.

Ces bourgeois nous disent que l'on devrait mourir pour leur cause, leurs intérêts, leur droit de pouvoir nous licencier à vue d'œil, leur droit de mettre nos vies en danger dans nos usines et nos chantiers, leur droit de continuer à piller les peuples opprimés, leur droit à voler les minerais des Africains. Les intérêts français sont pour eux les intérêts des riches à continuer de s'enrichir.

Le document stratégique exprime clairement la situation actuelle : la menace russe n'est pas une menace militaire sur le territoire français. Poutine lui-même a exprimé plusieurs fois que l'impérialisme russe n'a aucune intention d'attaquer la France ou les autres États membres de l'OTAN, en signifiant simplement qu'en cas d'agression Otanienne, la Russie est prête à la guerre. Ces mots sont détournés pour les transformer en menaces. Il est bon de rappeler que l'OTAN s'est créée comme alliance militaire impérialiste, dirigée contre l'URSS juste après la Seconde Guerre mondiale, donc en position d'attaque et non de défense.



Il est bien clair que l'impérialisme français choisit la guerre et en est moteur. Emmanuel Macron a essayé plusieurs fois, depuis 3 ans, de lancer la France dans la guerre. Il avait proposé à Netanyahu de diriger avec Israël le génocide contre les Palestiniens à la suite du 7 Octobre 2023²; il a essayé de nous embarquer sur le front ukrainien; de lancer une nouvelle guerre en Afrique³. Il cherche la guerre, et on

dirait presque qu'il a espoir de rester au pouvoir en refusant la tenue d'élections sous prétexte de la loi martiale.

Nous n'enverrons pas nos enfants et notre jeunesse mourir dans des contrées lointaines pour les intérêts bourgeois. Si une invasion militaire vient jusqu'aux frontières de l'hexagone, alors la nature de la guerre changera. Elle deviendra une guerre de résistance dans laquelle les communistes seront les premiers à se battre contre l'ennemi.

Un constat est clair, la bourgeoisie s'organise pour la guerre. Pour empêcher cette guerre, un mouvement de paix ne suffira pas. La guerre ne pourra être empêchée que par le renversement de la bourgeoisie. Ce qu'il nous faut, c'est l'organisation du prolétariat en force capable de transformer la guerre impérialiste en guerre contre la bourgeoisie. Notre tâche en France est unique – organiser une puissance centralisée de notre classe, capable de déjouer les plans de la bourgeoisie, capable de renverser le pouvoir tyrannique des impérialistes.

Cette initiative du 11 Novembre doit servir de début et d'inspiration pour continuer à lutter pour la reconstitution du Parti Communiste en France. Le Congrès de la reconstitution de la Jeunesse Communiste en 2026 est une lumière dans le noir et un pas qui nous avance vers la victoire de notre classe.

2. Au lendemain de la contre-offensive du 7 Octobre 2023, Emmanuel Macron a pris l'initiative de proposer la mise en place d'une coalition militaire internationale visant la Bande de Gaza.

3. Après le coup d'État au Niger en juillet 2023 et la demande du départ des troupes françaises, Emmanuel Macron était prêt à envahir le pays et se lancer dans une guerre contre la junte militaire depuis sa base en Côte d'Ivoire, pour conserver ses positions dans le Sahel. Lors d'une audition devant l'Assemblée Nationale, le 6 novembre 2024, le conseiller d'Emmanuel Macron Jean-Marie Bockel avait déclaré : « Quand il y a eu la crise au Niger, on a été capable d'installer à Abidjan 2 000 hommes en quelques heures. »



Le Service Militaire Volontaire et la construction du **consentement** pour la **guerre impérialiste**

L'État français impérialiste en crise a un besoin vital de resserrer les rangs autour de son projet de remilitarisation. Pour forger ce consentement de la population, l'État prévoit un plan dirigé vers la jeunesse prolétaire, le « Service Militaire Volontaire », dont la campagne de recrutement a débuté le 12 janvier.

À l'échelle mondiale, les luttes contre l'impérialisme s'intensifient et avec ces luttes s'intensifie également la réaction des impérialistes qui organisent une marche vers la prochaine guerre mondiale. L'impérialisme

français en particulier se trouve en crise aiguë; avec, en interne, une crise politique qui a notamment éclaté en révoltes massives en septembre 2025; en externe, il est mis en difficulté par l'échec au Sahel et les révoltes dans les colonies, comme en Kanaky. Les contradictions entre les impérialistes s'intensifient et cela même dans le camp occidental. Dans les dernières années, les impérialistes français se sont fait humilier par l'impérialisme US à plusieurs reprises, qui préfère s'appuyer en Europe sur l'Allemagne, car plus stable et plus influente que la France.

L'État français n'est pas prêt à la guerre impérialiste : ni ses structures anti-démocratiques, ni son économie, ni son armée. Comme leurs

intérêts de classe les y obligent, les bourgeois entendent bien sûr développer ces points jusqu'à devenir tyranniques contre le prolétariat. Pour le moment, ils sont contraints par la lutte des masses à jouer avec les contradictions internes du pays pour maintenir une certaine stabilité de régime.

L'humain est le facteur principal dans la guerre

Après la professionnalisation de l'armée française, l'absence de conflits armés sur le territoire national et la suspension du service militaire obligatoire, les masses n'imaginent même pas le fait d'aller à la guerre et voir des proches mourir. Les impérialistes comprennent très bien que le facteur principal dans la guerre, ce sont les humains, que même dans une guerre symétrique, il est nécessaire d'avoir une population qui soutient ses troupes et une armée avec un moral et des convictions chauvines fidèles aux intérêts bourgeois. Ils ont besoin de parents qui acceptent de voir leurs enfants mourir dans des contrées lointaines pour combattre des Russes et des Chinois, qu'ils n'ont vu que dans des films de James Bond, alors même que Macron lui-même admet qu'aucune menace contre le territoire français n'existe.

L'État vise 10 000 jeunes d'ici 2030 pour son Service Militaire Volontaire

Pour forger ce consentement de la population, l'État prévoit un plan dirigé vers la jeunesse prolétaire, le Service Militaire Volontaire, dont la campagne de recrutement a débuté lundi 12 janvier. Ce service prévoit l'inscription de 3 000 jeunes de 18-19 ans en 2026, augmenté graduellement à 10 000 en 2030 – donc 0,5 à 1% de leur génération. Comparé aux 350 000 jeunes qui rentrent dans les forces de l'armée chaque année, le chiffre de 3 000 semble ridicule, surtout que ces jeunes ne seront pas des militaires. L'État propose maintenant une nouvelle version de programme de 10 mois avec comme carotte le permis de conduire, un revenu de 800€ par mois, une formation professionnalisante et un plan d'emploi après celui-ci. Le slogan de la campagne est « *s'armer pour l'emploi* ».

Contrairement à la conscription, ce faible



recrutement ne créera pas une grande contradiction interne aux armées bourgeoises entre les masses et le commandement, il ne permettra pas d'armer les masses avec des fusils qu'ils pourraient retourner contre leurs généraux. Il n'y a donc pas de changement dans la doctrine impérialiste de l'armée conçue comme une armée professionnelle depuis une vingtaine d'années, si ce n'est qu'aujourd'hui l'armée a besoin d'une grande réserve. C'est pour cela que la propagande prend de l'importance aux yeux de l'État, afin de normaliser l'intégration à l'armée. Le SMV ne sera pas un service obligatoire qui mélangerait les classes sociales, le service volontaire ne touchera que les jeunes prolétaires qui sont en situation de précarité extrême, ne voyant pas d'avenir, mais aussi ceux qui sont assez chauvin pour vouloir aller à l'armée, mais dissuadés par la durée de 5 ans des contrats. Ce sera une expérience qui sauve à priori d'une vie de chômage, car avoir un permis, une petite paie et un métier ce n'est pas rien.

Les bourgeois détruisent les services sociaux, définancent l'école, sélectionnent à l'entrée de la fac, ruinent l'hôpital public puis poussent les gens vers l'armée qui sera leur salut. D'une main ils condamnent des milliers de jeunes prolétaires à un avenir de misère par le système capitaliste, le chômage structurel et les politiques libérales, de l'autre, ils en prennent 3 000 en les aidant à « s'armer pour l'emploi ».

L'État français n'est logistiquement pas prêt à un tel recrutement

Dans ce programme, il y a néanmoins des inconstances. La durée est de 10 mois, donc à peu près la durée autorisée de désertion dans l'armée, une durée trop courte pour forger des soldats. De plus, le principal du programme en termes de durée, c'est la formation professionnelle et dans les vidéos de propagande on ne voit pas d'entraînement avec des fusils, simplement une formation de mise à niveau physique de quelques semaines et un quotidien cadré comme à l'armée, mais aucun équipement militaire. Le SMV ne construit pas une armée. Ici l'échec cuisant du précédent programme, le SNU, nous donne en partie l'explication de cet étrange projet. L'État n'est pas prêt logistiquement à un recrutement massif dans l'armée. Il n'y a pas assez d'équipements et de ressources pour encadrer une masse de jeunes. Alors on leur fait des cours de chauvinisme, on leur fait chanter la Marseillaise, obéir à des ordres de militaires, faire de l'entraînement physique et à la fin on les relâche dans la société avec l'impression d'une expérience



Emmanuel Macron lors de ses vœux aux armées, le 20 janvier dernier à Cesson-Sévigné, en Ile-et-Vilaine (Bretagne).

positive car on en ressort avec un métier et des avantages administratifs sur les autres prolétaires qui, eux, n'aurait pas fait le SMV.

**D'une main,
la bourgeoisie
condamne des
milliers de jeunes
prolétaires à un
avenir de misère
par le système
capitaliste, le
chômage structurel
et les politiques
libérales; de l'autre,
elle en prend 3 000
en les aidant à
« s'armer pour
l'emploi »**

Le Service Militaire Volontaire est une opération de propagande

Pourquoi donc? Et bien ils le disent clairement, ces ministres et généraux éloquents et pas trop effrayants qu'ils nous mettent devant les pupitres et les caméras : c'est une opération de propagande pour faire accepter la guerre, et renforcer ce qu'ils appellent « le lien entre la nation et l'armée ».

Voilà la nature du SMV, qui n'est qu'un pre-

mier pas dans la politique du gouvernement car plus tard, une fois que certains problèmes logistiques et économiques seront dépassés, le SMV pourrait contribuer à un renforcement du recrutement dans l'armée ou servir le recrutement de personnels techniques et de cadres spécialisés dans l'armée, ce qui semble déjà être un des objectifs du programme.

Pour les révolutionnaires, le SMV représente une nouvelle tentative d'endoctrinement chauviniste des jeunes. Il est important de combattre toute la propagande et la politique impérialiste qui sert à renforcer le camp de la réaction mais ce n'est pas suffisant pour lutter contre la vague impérialiste. Nous le voyons bien, la bourgeoisie s'organise et met en œuvre des plans pour servir ses objectifs criminels. Les révolutionnaires également doivent mettre en œuvre des plans et des programmes pour transformer la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire, seule phénomène capable de terrasser la bourgeoisie.

La jeunesse étant en première ligne dans les politiques militaristes, il est du rôle des révolutionnaires, syndicalistes et progressistes de la jeunesse, de se regrouper et forger des appareils capables d'organiser la vague de la révolution socialiste en France. Nous saluons le Congrès de la Jeunesse Communiste, qui s'organisera en avril 2026, étape vitale dans le développement d'un courant authentiquement révolutionnaire, qui seul pourra contre-carrer les rêves de boucherie à l'internationale de la bourgeoisie.



Manifestation à Caracas pour protester contre l'agression US.

Enlèvement de **Maduro** et agression des USA : impérialistes hors d'Amérique latine !

Le 3 janvier, l'impérialisme US, sur décision directe de son sombre dirigeant Trump, a agressé la nation vénézuélienne par une opération de guerre : 150 aéronaves, 20 bases militaires mobilisées, l'électricité coupée dans toute la capitale, Caracas, des bases anti-aériennes et de l'armée détruites par des frappes, et enfin, l'opération clé : l'enlèvement du président Nicolas Maduro et de son épouse par la Delta Force, occasionnant la mort d'une soixantaine de personnes, dont des cubains, des civils et des soldats vénézuéliens.

Immédiatement, à travers le monde, des mobilisations ont eu lieu pour dénoncer cette agression, y compris en France. Les médias bourgeois et Macron ont joué la carte du « dictateur renversé », qui nous rappelle avec un arrière-goût périmé les interventions au Moyen-Orient depuis 1990, et notamment la guerre d'Irak de 2003 et la capture de Saddam Hussein. Rappelons à toutes fins utiles que celles-ci ont été suivies par plus de 4,5 millions de morts dans les invasions et guerres déclenchées ou parrainées par les puissances

impérialistes, US en tête, dans le Moyen-Orient étendu, jusqu'à aujourd'hui.

Le plan de l'impérialisme yankee en Amérique latine

Sonnés par une telle opération, les commentateurs médiatiques et les représentants des puissances impérialistes d'Europe ont appelé à la médiation (Espagne) et timidement critiqué les modalités de l'opération tout en saluant le renversement de Maduro (presque tous les pays d'Europe), à l'exception de Macron, qui a d'abord salué sans condition, avant de se retourner le lendemain.

L'ancien analyste pour la CIA, Michael Shurkin, a dit que Trump n'avait « pas de plan » suite à cette intervention, et c'est ce que pensent aussi les impérialistes d'Europe quand ils proposent des médiations, des accords, du soutien à « l'opposition » vénézuélienne comme lorsqu'ils ont appuyé il y a quelques mois, la millionnaire servile María Machado pour le prix Nobel de la Paix. Chacun veut tirer son épingle du jeu en pensant que Trump a agi sans penser à la suite.

Ils ne comprennent pas que cette opération n'est pas soudaine : elle fait partie d'un plan de long terme datant de la fin de la Guerre Froide, adapté par l'administration Trump et qui se déploie et va continuer de se déployer sur tout

le continent latino-américain, du Mexique au Chili en passant par les Caraïbes.

En pensant que Trump est « fou » et « impulsif », ils oublient qu'il y a avec lui une administration entière qui dirige l'impérialisme Yankee, la seule superpuissance hégémonique du monde à l'heure actuelle. Rubio, Miller, Hegseth, Caine, la CIA, le FBI, la DEA et les autres, constituent l'épine dorsale d'un gouvernement et d'une armée dans la continuité de l'impérialisme US. Trump n'est ni seul, ni fou, il est simplement le chef d'un impérialisme qui abandonne les fioritures.

La Ligue Communiste Internationale indique bien :

“ En 1992, avec la soi-disant « Initiative Bush pour l'Amérique latine », l'impérialisme yankee a dévoilé des lignes directrices visant à approfondir l'intégration politique, économique et militaire des Amériques afin de consolider l'hégémonie yankee dans le monde entier et de combattre la révolution et tout mouvement qui s'y oppose ou y résiste. Plusieurs plans ont été mis en œuvre dans le cadre de ce plan majeur ou stratégique, tels que le Plan Puebla, qui a atteint le Panama et la Colombie, et le Plan Colombie, qui a établi un système de bases militaires, entre autres plans qui ont été mis

en œuvre au milieu de vives contradictions avec les nations opprimées de la région et de contradictions à des degrés divers avec ses laquais.

La dernière décennie a vu un approfondissement sans précédent de la crise de décomposition de l'impérialisme yankee; son hégémonie mondiale est en déclin et le pillage interimpérialiste pour le repartage du monde s'intensifie. C'est ce que les administrations successives depuis Obama ont qualifié de « nouvelle stratégie » de sécurité nationale, qui affirme qu'« une ère de rivalité entre les grandes puissances commence ». Dans sa dernière stratégie de sécurité nationale (décembre 2025), elle se concentre sur l'Amérique latine, déclarant le « corollaire Trump » à la doctrine Monroe, qui permet aux États-Unis d'accéder à des « actifs clés », « des emplacements clés » et un soutien aux « chaînes d'approvisionnement critiques », tout en déclarant la nécessité pour l'Amérique latine de rester « à l'abri de toute incursion étrangère hostile » et d'avoir des gouvernements qui coopèrent dans la lutte contre les « narcoterroristes », contre lesquels elle définit la possibilité d'utiliser la « force létale ».

Tout est ici résumé : il ne s'agit pas seulement d'une agression contre la nation vénézuélienne, il faut voir la situation des Caraïbes et de l'Amérique latine en général. L'impérialisme US, dans son document de décembre 2025, réhabilite les foutaises impérialistes de la « géopolitique », politique de l'espace,

L'opposition qui brûle en Amérique latine, c'est celle entre l'impérialisme US et les nations opprimées du continent et leurs plus de 600 millions d'habitants

où chaque puissance se taille des zones d'influence. Le fameux « hémisphère ouest », qui s'étend du Groenland aux îles Malouines, devrait être la propriété exclusive des États-Unis, et tous les pays formellement indépendants de cette zone devraient se conformer à la politique des US. En somme, l'ultra-réactionnaire Trump réhabilite le Lebensraum nazi, l'espace

vital, qui sert de base à un impérialisme US en crise.

Avec des opérations militaires et non-militaires, des blocus, du chantage aux prêts, le prétexte du narcotrafic et autres, l'impérialisme yankee va tenter de planter encore plus profond ses griffes dans son « pré carré ». C'est en ayant compris ça que nous pouvons tourner notre attention vers Cuba, la Colombie, le Mexique, ou encore regarder ce qu'il s'est passé ces derniers mois au Brésil, en Argentine et au Chili. L'opposition qui brûle en Amérique latine, c'est celle entre l'impérialisme US et les nations opprimées du continent et leurs plus de 600 millions d'habitants.

Le cas du Venezuela

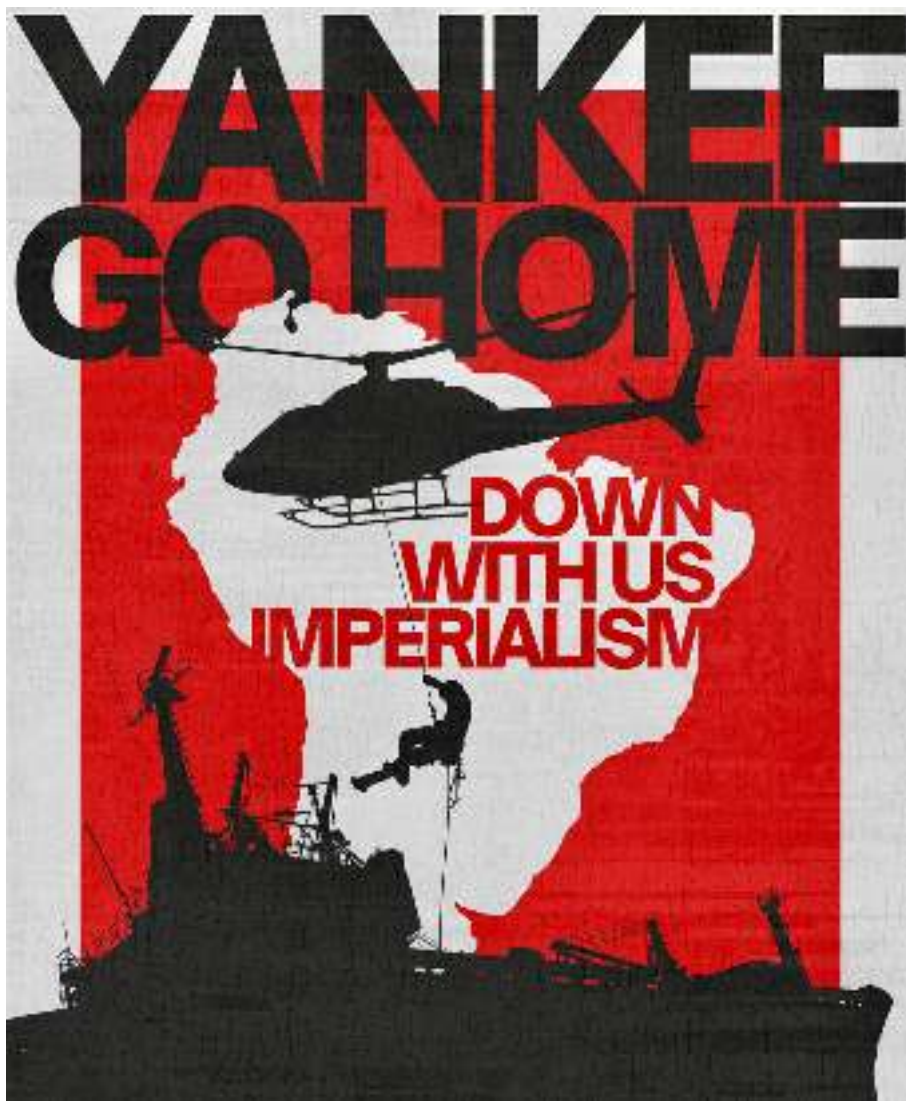
Que se passe-t-il et que va-t-il se passer au Venezuela? L'enlèvement de Maduro et la suite expriment en réalité bien la profondeur du plan de l'impérialisme US ainsi que sa crise.

Cette action éclair n'est pour le moment ni un coup d'État ni une coûteuse occupation terrestre. C'est une action d'agression pour faire plier le gouvernement vénézuélien et lui donner le statut de laquais bien tenu en laisse qu'ont déjà ses voisins. L'impérialisme US menace le Venezuela de devenir une colonie directe, occupée, avec pour plan que son statut de semi-colonie, formellement indépendante, sorte renforcé sous la menace. Ils montrent les muscles, agressent, pour obtenir tout ce qu'ils veulent au moindre coût.

Parlons ainsi de la question du pétrole. Cette ressource stratégique a souvent été mise en avant pour expliquer l'agression du 3 janvier. Le Venezuela a les plus grandes réserves mondiales, il est 20^e plus gros producteur avec 900 000 barils par jour. Trump a ainsi dit que le Venezuela avait « volé » le pétrole en nationalisant les infrastructures des monopoles US qui dirigeaient cette industrie.

Mais il est incomplet de croire que l'impérialisme US a agressé le Venezuela « pour le pétrole ». En réalité, ce n'est pas car il a besoin du pétrole vénézuélien qu'il a agi, c'est en tant qu'objectif secondaire pour priver le social-impérialisme chinois d'un partenaire commercial. En effet, 80 % de la production de pétrole vénézuélien partait en Chine. Dans le plan des impérialistes Yankee, il est inacceptable que des ressources de « leur » continent soient vendues à un rival stratégique.

En plus de cela, il faut regarder le moyen de pression qu'est le pétrole sur le gouvernement vénézuélien et même sur d'autres comme Cuba, qui s'approvisionnent là-bas. Le blocus maritime annoncé par Marco Rubio le 4 janvier



a pour objectif d'empêcher tout tanker pétrolier de sortir dans les Caraïbes, pour asphyxier le pays. La moitié du budget de l'État vénézuélien dépend du pétrole.

Alors pourquoi les impérialistes US n'envahissent pas? N'occupent pas directement le pays? Pourquoi n'ont-ils pas immédiatement installé une marionnette de l'opposition?

C'est là que la crise se dévoile : en étant plus agressifs, plus déchaînés, les tristes sires de l'impérialisme US attisent la haine des peuples du monde, et ils font face à une situation instable dans leur propre pays, comme en témoignent les révoltes contre la police de l'immigration ICE. La situation politique intérieure et extérieure rend risquée une intervention à grande échelle, et les masses du Venezuela n'accepteront pas un pantin directement nommé par Washington.

L'occupation de la nation vénézuélienne et la destruction de sa base économique, comme prélude à d'autres invasions dans le continent, poserait aussi la question délicate pour les impérialistes de la destruction du marché latino-américain pour les investissements de capitaux US, mais aussi d'autres puissances impérialistes. Ainsi l'opposition vénézuélienne, toujours prompte à vendre le pays, estimait que le marché vénézuélien pourrait peser 1700 milliards de dollars d'investissements, non seulement dans le pétrole, mais aussi dans l'or, l'électricité, la construction...

Mais l'impérialisme US ne s'interdit rien : l'invasion reste totalement à l'ordre du jour. C'est en ce sens que Trump a mentionné la « *deuxième attaque* » hypothétique le 3 janvier, et qu'il a ensuite menacé Delcy Rodríguez, la nouvelle présidente, de lui faire « *pire* » qu'à Maduro. Les impérialistes sèment les troubles et la destruction, ils ne reculeront pas devant la perte de quelques investissements ou du chaos en Amérique latine si cela remplit leurs plans.

À ce sujet, il n'est pas étonnant que l'impérialisme français ne se soit réveillé que lorsque le Groenland a été mentionné par Trump : les méthodes de l'impérialisme US en Amérique latine doivent rappeler à Macron ses propres turpitudes militaires en Afrique. L'impérialisme français y a battu en retraite au Sahel ces dernières années, pour tenter de se redéployer dans des zones plus stables comme le golfe de Guinée. Ce n'est que lorsque le sacro-saint territoire de l'Union Européenne est remis en question que l'impérialisme français s'oppose à l'impérialisme US. Sur la barbarie et la soif d'oppression, ils sont tous les deux sur la

même ligne de défense de leurs intérêts.

Tous les gouvernements laquais d'Amérique latine doivent se le tenir pour dit : être le partenaire de l'impérialisme en décomposition c'est devoir choisir entre la peste et le choléra, entre un statut de semi-colonie davantage enchaînée aux caprices des maîtres Yankees, ou bien risquer la colonisation directe par l'occupation militaire.

La position Marxiste sur les invasions de l'impérialisme

Mais n'y a-t-il pas une autre solution? Les nations opprimées n'ont-elles le choix qu'entre la soumission directe et la soumission indirecte?

Pour les Marxistes, l'agression et l'invasion transforment la contradiction principale au sein d'un pays opprimé en une contradiction entre la nation et l'envahisseur

Non, bien sûr que non. Ce dilemme, c'est celui des grands bourgeois compradores et bureaucrates de ces pays, et de leurs calculs pour rester en place ou se tailler une nouvelle place. Les nations veulent se libérer, les peuples veulent faire la révolution.

Pour les Marxistes, l'agression et l'invasion transforment la contradiction principale au sein d'un pays opprimé en une contradiction entre la nation et l'envahisseur. Le prolétariat, avec son avant-garde de classe indépendante qui est le Parti Communiste, doit alors lancer une guerre de résistance nationale et former autour de lui un front uni avec les classes et secteurs de classe qui s'opposent à l'invasion. C'est dans ceux qui luttent concrètement contre l'envahisseur que se trouvent ses alliés. Cette guerre de résistance nationale doit être comprise comme une partie intégrante de la Révolution de Nouvelle Démocratie dans les pays opprimés.

Dans ce contexte, le débat en France mené par les « critiques » du gouvernement de Maduro ou de Delcy Rodríguez est un brouhaha absurde et déconnecté de la réalité. Cela fait

partie de la guerre psychologique des impérialistes contre les peuples, comme lorsqu'ils traitent les uns de terroristes et les autres de narcotrafiquants.

Le Marxisme ne consiste pas à regarder le passé et les actions de tel ou tel ministre, pour établir des listes de bons ou de mauvais points, ou à donner des soutiens « conditionnels », « critiques » et autres. Ça, c'est de la posture d'intellectuel de salon.

Le Marxisme analyse l'Histoire pour donner des solutions aux problèmes du présent, ce qui signifie à l'heure actuelle qu'il y a deux voies au Venezuela comme le rappelle le journal brésilien *A Nova Democracia* :

“ Dans cette situation particulière, le nouveau gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela devra prendre position face aux faits : vendre la souveraineté, la dignité et l'autodétermination du peuple vénézuélien au Grand Satan, en échange de vaines promesses que celui-ci ne les prendra pas de force comme il le fait toujours, tôt ou tard; ou se préparer à combattre l'impérialisme, en renforçant toutes les mesures de défense et de contre-information, en camouflant la localisation des autorités, en punissant sévèrement les traîtres à la nation, contre-révolutionnaires et pro-yankees, en mobilisant audacieusement les masses en armes, en faisant passer toutes les organisations populaires et de masse à la lutte armée et en préparant une longue guerre de guérilla pour parvenir à la libération nationale. Deux positions possibles, deux voies inconciliables. »

Nous n'avons pas d'autre position que celle-ci. Les appels abstraits à un « peuple » et une « classe ouvrière » qui renverraient dos à dos l'impérialisme US et ceux qui sont à la tête de l'État vénézuélien; ou bien les positions qui pensent qu'il faut s'appuyer sur la diaspora vénézuélienne plutôt que sur l'armée nationale et les centaines de milliers de masses enrôlées dans les milices; tout cela correspond à des critères impérialistes, idéalistes et criminels dans le cadre d'une invasion. C'est seulement dans la lutte armée de résistance nationale que la différenciation se fera entre les traîtres et les résistants, entre les directions de classes différentes, qui mettront le prolétariat et les masses du Venezuela sur la voie de la libération, guidés par leur Parti Communiste. Nous répétons avec les masses d'Amérique latine : Yankees, hors du Venezuela! À bas les impérialistes et leurs plans destructeurs!



Première victoire du CPES Vallès-La-Frette : seule la lutte paye !

Nous partageons un article envoyé par le Comité Populaire d'Entraide et de Solidarité (CPES) du quartier de Vallès-La-Frette à Aubervilliers.

Après sa fondation durant le mouvement du 10 Septembre, notre comité célèbre sa première victoire arrachée par la lutte !

Depuis plusieurs années, notre quartier a de nombreux problèmes liés à l'insalubrité des espaces communs extérieurs, aux poubelles non ramassées et vétustes. Ces montagnes de poubelles servent de royaume aux rats qui se multiplient en masse. Nous en avons eu assez de cette situation, de voir les enfants jouer dans la saleté se faire mordre ou griffer par des rats qui représentent un réel danger sanitaire.

Cette situation existe depuis que la mairie a décidé de couper les contrats qui garantissaient le ramassage régulier des déchets dans notre quartier. Apparemment il y aurait de l'argent pour tripler les effectifs de la police municipale et installer des caméras de surveillance dans toute la ville, mais pas pour garantir des conditions de vie digne pour nos quartiers. Ces logiques politiciennes sont coupées de la réalité de nos vies. Nous voulons des conditions de vie dignes et décentes dans notre quartier, alors nous avons créé un comité de lutte pour s'organiser – le CPES.

Après les nombreuses tentatives de discussion, pétitions et autres moyens de se faire entendre, nous nous sommes heurtés au silence, à l'indifférence des élus installés bien au chaud dans leurs fauteuils. La colère des habitants s'est exprimée quand nous avons manifesté et

vidé une benne entière de poubelles devant la mairie. La police municipale nous a menacés d'arrestation mais cela ne nous décourage pas, car notre lutte pour des conditions de vie décente est une lutte juste !

Après cette manifestation, la mairie a accepté de nous rencontrer et enfin entendre nos revendications. Le 5 décembre, une rencontre entre habitants du quartier et des adjoints de la mairie d'Aubervilliers a eu lieu. Nous avons mis à plat les revendications fixées par les habitants organisé au sein du CPES Vallès-La-Frette et nous avons obtenu des engagements écrits pour un ramassage de poubelles plus fréquent et des opérations de dératisation.

Depuis, nous constatons le retour de nombreux services communaux, tels que les structures de ramassage d'ordures, qui maintenant passent 1 fois par semaine contrairement aux passages 1 fois toutes les 3 semaines avant la mobilisation. Des opérations de dératisation sont prévues dans chaque bâtiment du quartier, ainsi que l'embauche d'agents d'entretien pour les parties communes des immeubles.

Nous sommes heureux de célébrer cette victoire qui nous prouve encore une fois que seule la lutte paye, et que quand on ne lutte pas on n'a rien !

Nous savons bien que dans notre quartier il n'y a pas que la question des poubelles, mais tant d'autres sujets comme l'entretien électrique, l'avarice des bailleurs qui nous coupent le chauffage (jusqu'à causer une contamination massive de légionelle dans nos bâtiments), augmentent les loyers et les charges, le manque d'accès à la culture et au sport pour

la jeunesse, la situation des écoles, les transports publics... Et par-dessus tout le chômage, la précarité, les mauvaises conditions de travail et les bas salaires. Dans ce sens, la victoire de la lutte pour la préservation de la Bourse du Travail contre les attaques de la mairie, une lutte portée par les syndicalistes sincères d'Aubervilliers, est une grande avancée pour la suite des luttes dans notre ville.

Nous savons bien également que notre quartier ne représente pas un cas particulier, partout dans le 93 et en France les quartiers populaires sont négligés et méprisés par les élus municipaux, et principalement par l'État. C'est pour ça que nous participons avec enthousiasme à la Coordination Nationale des CPES. Nous tenons d'ailleurs à saluer tous nos camarades de toutes les villes et nous appelons les habitants des quartiers populaires à s'organiser partout dans toutes les villes avec les CPES.

À Aubervilliers comme ailleurs commence la grande mascarade électorale des municipales. Au quotidien, des mensonges sont formulés au peuple sur des soi-disant mesures miracles qui vont tout changer. Ils seront confrontés au CPES et aux habitants, qui ne croient pas à leurs mots creux, car nous savons que tant que le modèle d'exploitation capitaliste persistera dans la gestion de l'État, de nos quartiers et des entreprises et tant que le pouvoir sera aux mains des riches, aucun politicien, aussi sincère qu'il soit, ne pourra résoudre les problèmes de nos quartiers. Nous ne croyons pas aux sauveurs suprêmes, bien au contraire c'est seulement par l'organisation de notre classe pour la lutte que nous triompherons !

À Limoges, les lycéens plus chauds que la répression

Malgré une répression policière violente et ciblée depuis le mois de septembre, les lycéens de Limoges, organisés régulièrement en Assemblées Générales, continuent de se mobiliser semaine après semaine contre les réformes qui visent la jeunesse.

« Au début, ça a commencé par une mobilisation contre les coupes budgétaires sur les options artistiques dans les lycées », raconte Léna, une lycéenne mobilisée. « Puis pendant le mouvement septembriste avec un pic de mobilisation. Aujourd'hui, la mobilisation se fait contre Parcoursup, contre la baisse de salaire des apprentis... » Les lycéens de Limoges se réunissent en Assemblée Générale (AG) tous les mercredis : « C'est une AG interlycée ouverte à tous, formée autour de l'organisation d'actions, de questionnements politiques. » L'écriture de tracts, les impressions, les tracts dans les lycées : tout ça s'organise entre lycéens. Les dates de blocages de lycées sont choisies en avance mais le lieu est défini le

matin même. « Ça nous permet d'éviter la répression de choisir à la dernière minute », explique Léna.

Un blocage de lycée en soutien à un jeune de 16 ans arrêté

En effet, la répression contre le mouvement lycéen à Limoges ne s'est pas fait attendre. Dès le 10 septembre, les lycéens en sont victimes : « À ce moment-là, ce n'est pas une question de stopper le mouvement lycéen spécifiquement, c'est plus dans la politique de base de cette date où le gouvernement veut empêcher tout mouvement. » À chaque date nationale du mouvement septembriste, les lycéens bloquent un établissement. Après le blocage du lycée Limosin le 10 septembre, l'établissement craint la poursuite du mouvement le 18 et ferme administrativement, en prévention. Qu'à cela ne tienne, les lycéens bloquent le lycée Valadon ! Ce jour-là, E., un lycéen, est violemment arrêté par la police au milieu d'une charge et passe une journée en garde-à-vue. Cette arrestation gratuite choque les lycéens mais ne les arrête

1. Le 10 septembre, 80 000 policiers et gendarmes ont été mobilisés.

pas. Le lendemain, en solidarité avec E., Limosin, où il est scolarisé, est de nouveau bloqué.

Des lycéens frappés à la bouche et au foie par la police

Le mouvement continue à grandir, et la répression aussi. « Ils ont vraiment commencé à cibler les lycéens quand le mouvement de septembre a pris fin et qu'ils ont vu la jeunesse en colère qui n'allait pas s'arrêter là. Du coup ils cherchent à nous arrêter. » Fin novembre, c'est le lycée professionnel et technologique Turgot qui est bloqué pour protester contre la baisse de 15% des salaires des apprentis. La police arrive rapidement et prévient qu'ils vont détruire le blocus. Les jeunes mobilisés forment une chaîne humaine et sont rejoints par d'autres lycéens en soutien, tous reprennent les slogans, comme « Lycéens, travailleurs, unité, unité ! ». Léna, présente ce jour-là, raconte : « Les flics avaient un équipement spécial, ça se voyait qu'ils étaient venus pour nous frapper. Ils avaient des casques, des matraques, ils étaient très préparés. Il y avait deux gros camions avec de la place pour embarquer du monde. Ils se sont formés en ligne devant nous puis ont foncé dans les gens au niveau du grand portail. Ils ont tiré de force un jeune, ils l'ont traîné par terre. Les gens n'ont pas lâché la chaîne humaine, le lycéen criait « Me lâchez pas ! », il savait que si les gens lâchaient il allait se faire embarquer. Il se prenait des coups dans les côtes en même temps et il a eu des coups au visage, il a saigné de la lèvre... Mais personne ne l'a lâché. » Ce jour-là, deux autres lycéens se prennent des coups à la bouche, et un troisième se fait frapper au foie par un policier en gants coqués pendant qu'un autre le maintient. « On était surtout énervés, choqués parce que ça met en face de la vérité : que les flics sont pas là pour protéger qui que ce soit. Ça a été dit dans un discours en face des flics. Malgré le déblocage, on a continué à gueuler au mégaphone sur eux. Ensuite, on a fait une AG, et le reste de la journée on a tracté dans tous les lycées possibles pour parler de la baisse de salaire des apprentis. »

Des blocages bien accueillis, sauf par les chiens de garde de l'ordre bourgeois

La mobilisation lycéenne a continué en décembre, avec un blocage au lycée Valadon le



17, jour d'ouverture de la plateforme de vœux post-bac Parcoursup. Les lycéens sont contre la sélection, le manque de places dans les universités : « *C'est tout un système d'injustice, il faut revoir le système d'éducation en entier. Dans le fond, les notes à l'école ne sont pas censées enterrer notre avenir.* » Le blocage, bien accueilli par les élèves comme par le personnel, est pourtant délogé par la police vers 10 h. « *Les flics ont clairement essayé d'embarquer deux lycéennes, ils les ont traînées par terre toutes les deux. Ils nous ont pris notre mégaphone et notre banderole.* »

Nouvelle année, nouveaux blocages : le 19 janvier, les lycées s'organisent pour de nouveau bloquer le lycée Valadon. Cette fois, ils sont accueillis aux aurores par le proviseur, une pourriture qui n'a visiblement aucun scrupule à faire usage de la violence contre des jeunes de 16-17 ans. Prenant très à cœur son rôle de chien de garde abruti de l'Éducation Nationale, il balance des poubelles sur les lycéens. Plusieurs écopent de gros bleus aux jambes. Mais les jeunes refusent d'en rester là et poursuivent la journée en allant imprimer des tracts contre Parcoursup, et les distribuent devant le lycée à 8 h, avant d'aller réaliser un collage dans un quartier.

Une jeunesse ciblée spécifiquement pour sa combativité

La répression vise certains individus spécifiquement, notamment des activistes des Jeunes Révolutionnaires. Ce ciblage a lieu lors des blocages, par des actes de violence, mais aussi lors d'actions sans lien avec les lycées, comme des manifestations en soutien à la Palestine avec des intimidations verbales. Ces coups de pression sont des tentatives délibérées de museler la jeunesse limougeaude, qui brille par sa combativité. « *C'est important de préciser que même malgré la fin du mouvement septembriste, ça continue, on est toujours autant en AG lycéenne, on continue*

de bloquer assez régulièrement en ayant toujours en tête les revendications, à la fois du mouvement septembriste et en ce moment Parcoursup. Tant qu'on n'a pas encore la victoire, on n'oublie pas. »

Et les lycéens ne sont pas isolés dans ce combat. Lors du mouvement septembriste, ils ont établi des liens avec les étudiants de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines (FLSH) de Limoges, notamment ceux syndiqués à la Fédération Syndicale Étudiante (FSE) : « *À chaque blocage de fac, les étudiants ont rejoint les lycéens sur leur blocage pour partir ensemble en manif. Deux fois, on a ensemble rejoint les profs rassemblés devant la Préfecture pour partir ensemble. Même si on n'a pas les mêmes moyens de lutter, on a en grande partie les mêmes revendications parce que les réformes nous touchent tous.* » L'an dernier, les Jeunes Révolutionnaires et la FSE ont tenu des tables communes devant le lycée Limosin contre Parcoursup, ce qui devrait être réédité cette année. Qu'ils soient lycéens en filière générale,

professionnelle ou technologique, tous ont de plus en plus conscience de l'arnaque qu'on essaye de leur vendre : Parcoursup, la baisse des 15 % de salaire des apprentis, la militarisation de la jeunesse avec le SNU... Macron et ses semblables n'ont qu'à bien se tenir, car comme le chante régulièrement le cortège jeune en manifestation : « *L'État bourgeois n'est pas notre État, tout le pouvoir au prolétariat !* »



▲ Une lycéenne blessée aux jambes par un proviseur lors d'un blocage, en janvier.



▲ Blocus du lycée Valadon le 12 décembre dernier contre Parcoursup et contre le gouvernement.



◀ Blocage du lycée Limosin dans le cadre du mouvement septembriste, le 10 septembre 2025.

Rejoignez le Congrès de la Jeunesse Communiste !

Du 3 au 6 avril 2026 aura lieu le grand congrès de reconstitution de la Jeunesse Communiste à Paris ! Les organisateurs invitent largement chaque personne intéressée à les rejoindre pour ce congrès.

Le 3 et 4 avril auront lieu les débats internes avec les membres de la future Jeunesse Communiste ainsi que les organisations invitées.

Le 5 et 6 avril se tiendra la plénière ouverte au public. Au programme : restitution, stands, tables politiques et soirée camaraderie. Ce temps sera ouvert à toutes les personnes ou organisations intéressées. Il sera possible de tenir une table si vous le souhaitez.

Pour vous inscrire, contactez @liguejeunesserevolutionnaire1 sur Instagram, @LigueJ_R sur X, écrivez à liguejr@protonmail.com ou scannez le QR code ci-contre :



Soutenez la
littérature
révolutionnaire !



éditions filles de
la Commune

En éditant et en diffusant les textes de révolutionnaires, **les Éditions filles de la Commune s'inscrivent dans la profonde contradiction qui traverse l'humanité, avec la volonté de servir le peuple dans sa lutte millénaire pour mettre fin à toute forme d'exploitation.** Leur nom porte en lui cette volonté pour deux raisons. Parce que la Commune de Paris a été un moment historique fondateur, il a montré pour la première fois les ébauches d'une société bâtie par et pour les ouvriers, une nouvelle forme de pouvoir. Et parce que ce nouveau pouvoir se présente comme le seul moyen d'émanciper les femmes qui sont maintenues à un rang secondaire et subissent dénigrement et violences de l'ancien monde.

www.editionsfillesdelacomune.com | |

« Aux éditions filles de la Commune, nous travaillons à contribuer à rendre accessibles des **éléments de réponse** à toute personne qui se questionne, qui fait face à la brutalité de l'exploitation et de l'oppression, et qui a besoin de **solutions**, qui veut **agir**, qui ne se contente pas de positions de principe ou morales. »